

MPRA

Munich Personal RePEc Archive

Socialist Calculation and Market Socialism

Jael, Paul

2018

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/89521/>
MPRA Paper No. 89521, posted 16 Oct 2018 04:56 UTC

Calcul socialiste et socialisme de marché

Paul Jael

Octobre 2018

Résumé

Le présent article s'intéresse au débat qui s'est tenu dans les années vingt et trente du siècle dernier, entre économistes libéraux et économistes socialistes, à la suite de la négation par les premiers de la faisabilité d'une économie socialiste. Cette controverse est bien connue des spécialistes et a été abondamment commentée. Il nous a semblé utile d'initier les non-spécialistes d'une façon originale : en laissant parler la controverse elle-même. Nous passons en revue les principales contributions et faisons la synthèse de leur argumentation avec, dans un premier temps, le strict minimum de commentaires personnels.

C'est l'équilibre général walrassien qui sert de référence aux défenseurs du socialisme de marché. Or la conception de la concurrence qui sous-tend cette théorie est très lacunaire ; elle est purement passive. Il s'ensuit que le socialisme de marché qui en émane n'est de marché que virtuellement. Il y manque la concurrence qui innove ainsi que des marchés pour les biens de production.

Une nouvelle génération de modèles socialistes font intervenir cette concurrence véritable. Nous passons en revue deux modèles proposés par Bardhan et Roemer puis nous exposons un modèle personnel. Ce type de modèle est confronté à une critique moderne dont le concept central est la « soft budget constraint ».

Mots-clés : planification, socialisme de marché, calcul socialiste, Barone, von Mises, Hayek, Lange, Roemer

Classification JEL : P20, P21, P27

IN TEMPORE NON SUSPECTO

Dans le chapitre du Manuel (1906) consacré à l'équilibre, **Pareto** insère une section intitulée « L'équilibre dans la société collectiviste ». L'Etat collectiviste doit résoudre deux problèmes : d'une part, comment distribuer entre les citoyens les biens produits par la société et d'autre part, comment produire ces biens pour que soient maximisées les ophélimités individuelles. Les règles d'optimisation à appliquer par l'Etat collectiviste s'avèrent être celles qui fonctionnent en concurrence parfaite. Pareto pense même que l'Etat collectiviste aura plus de facilité à atteindre l'équilibre que le système concurrentiel. Par contre, ses fonctionnaires pourraient se révéler moins efficaces que les entrepreneurs. D'où une conclusion mitigée : « ...l'économie pure ne nous donne pas de criterium vraiment décisif pour choisir entre une organisation de la société basée sur la propriété privée et une organisation socialiste » (Pareto 1927 p.364).

Tant d'indulgence envers le socialisme peut étonner de la part d'un économiste réputé antisocialiste. En fait, Pareto veut montrer que sa théorie de l'équilibre général transcende les systèmes politico-économiques. La théorie pure se situe à un niveau supérieur à celui des actions des hommes.

Deux ans plus tard, Enrico **Barone**, disciple de Walras et Pareto, embraye sur la même idée. Cette fois-ci, c'est un article de quarante-cinq pages qui est entièrement dédié à cette question, comme l'indique son titre : « Le ministère de la production dans l'Etat collectiviste ». D'emblée, l'auteur, pourtant pas plus enclin à la sympathie envers le socialisme que Pareto, précise "... I do not write for or against collectivism" et il tient parole. L'article se compose de deux parties assez symétriques consacrées, la première au régime individualiste concurrentiel¹, la deuxième au régime collectiviste. Dans les deux cas, il démontre l'existence d'un équilibre ainsi que la coïncidence entre cet équilibre et le maximum de bien-être. L'équilibre est démontré par l'égalité entre le nombre d'équations et le nombre d'inconnues. Les équations sont « à la walrassienne », mais assaisonnés à la cassellienne. Comme Cassel, Barone refuse toute notion d'utilité ou de préférence dans ses équations ; la dépendance de l'offre et de la demande par rapport à l'ensemble des prix lui suffit. Il est aussi l'un des premiers à introduire des coefficients techniques variables dans l'équilibre général : ceux-ci sont déterminés de façon à minimiser le coût. Développant son système d'équations, Barone insiste particulièrement sur celles qui minimisent le coût et celles qui égalisent prix et coût, deux caractéristiques fondamentales de la concurrence parfaite.

Sans fonction d'utilité, Barone assimile le bien-être à la somme des produits des quantités vendues (R_i) des n biens par leur prix (p_i). Pour les valeurs d'équilibre, cette fonction est baptisée ϕ . On a :

$$\phi = \sum_{i=1}^n R_i \cdot p_i \quad i = (1...n) \quad (1)$$

Barone démontre que :

¹ Barone analyse également le cas des monopoles privés, mais ce cas n'est pas au cœur de la problématique.

$$\frac{\partial \phi}{\partial R_i} = 0 \quad \forall i \quad (2)$$

A partir de l'équilibre, tout changement, qui perturbe l'égalité du prix avec le coût de production ou écarte le coût de son minimum, entraîne un $\Delta\phi$ négatif.

Au ϕ collectif correspondent des θ pour les individus. On a :

$$\phi = \sum_{j=1}^m \theta_j \quad j = (1...m) \quad (3)$$

Les θ sont additifs. Le $\Delta\phi$ négatif dû à un écart par rapport à l'optimum n'implique pas nécessairement une baisse de tous les θ ; certains peuvent augmenter pendant que d'autres baissent, mais le poids des baisses doit l'emporter. L'optimum collectif n'implique donc pas celui de tous les agents.

Finalement, Barone arrive à la conclusion que "...the system of equations of the collectivist equilibrium is no other than that of the free competition. Which only means that with equal resources, the economic quantities of the collectivist equilibrium will be the same as those in the individualist equilibrium" (2009 p.274).

Comment l'Etat collectiviste atteint-il cet optimum ? Les équations de l'équilibre seraient solubles a priori s'il n'y avait pas le problème extrêmement complexe de la détermination des coefficients de production. Tenant compte de cette difficulté, le ministère de la production n'a d'autres moyens de trouver l'équilibre que le tâtonnement.

Concernant la structure de l'économie socialiste, Barone inaugure le modèle qui servira de référence au cours de la controverse dont il sera question dans la suite. L'économie comporte un véritable marché pour les facteurs de production primaires ainsi que pour les biens de consommation. Entre les deux, la production des biens d'équipements est gérée par le ministère de la production. Les ménages choisissent donc librement leur occupation professionnelle et leur consommation.

L'Etat socialiste doit également apporter une réponse à certaines questions, à propos desquelles Barone émet son avis :

1- Certains facteurs primaires, du type terre, sont détenus par la collectivité. Le revenu de ces facteurs doit être partagé entre les citoyens : deux méthodes sont envisageables :

- la distribution INDIRECTE : le citoyen bénéficie d'une baisse du prix des biens qu'il consomme du fait que l'usage de ces facteurs n'est pas compté dans le calcul du prix.
- La distribution DIRECTE : les citoyens se voient gratifiés d'une allocation correspondant à ce partage, qui s'ajoute à leur salaire.

Barone défend la distribution directe car l'autre méthode engendre un gaspillage desdites ressources.

- 2- Exactement la même question se pose pour le profit¹ des entreprises. La distribution indirecte aurait l'avantage de faire hausser la production, du moins dans les industries qui ne sont pas à coût croissants. Finalement, Barone prône la répartition directe, car elle augmente la liberté de choix du citoyen en tant que consommateur.
- 3- L'épargne des citoyens est nécessaire pour financer les investissements. L'Etat collecte seul l'épargne. Un certain niveau d'épargne est suscité par le seul motif de précaution. Si cette épargne spontanée ne suffit pas pour financer tous les investissements prévus, l'Etat peut la compléter de deux façons : soit effectuer un prélèvement sur les revenus collectifs (par exemple, ceux de la remarque 1), soit offrir un intérêt qui a pour but d'élever l'épargne au niveau souhaité, solution qui a la préférence de Barone. Barone pense que le taux d'intérêt pourrait être plus élevé en régime socialiste qu'en régime capitaliste, car il n'y aura plus l'épargne quasi-automatique des possesseurs de grosses fortunes.
- 4- L'une des critiques adressées au capitalisme est le gaspillage de ressources que représente la destruction continue de capital par la concurrence qui mise sur l'innovation technologique. Barone estime que le socialisme n'évitera pas ces destructions s'il veut réaliser toutes les innovations que la connaissance technique rend possibles².

La conclusion de Barone est celle-ci : "If the Ministry of Production proposes to obtain the collective maximum- which it obviously must, whatever law of distribution may be adopted- all the economic categories of the old regime must reappear, though maybe with other names..." (2009 p.289).

Bien qu'il soit plutôt mal écrit³, l'article de Barone reste encore aujourd'hui une des meilleures analyses économiques du socialisme.

Une conception similaire se retrouve chez **Cassel**, pourtant pas plus socialiste que les deux Italiens. Il affirme explicitement la transcendance de la théorie de la formation des prix sur les systèmes sociaux. Il définit la société socialiste comme « une économie d'échange fermée où la totalité de la production est uniquement assurée par cette société et pour son compte par une autorité supérieure compétente et où tous les moyens matériels de production appartiennent à la société, mais où les libertés de travail et de consommation existent encore dans la mesure essentielle à l'économie d'échange (...) Il n'y a pas de raison pour que la société socialiste donne un champ plus large au principe de gratuité, car ce dernier appartient au communisme et non au socialisme » (1929 p.178). Il précise encore que l'économie socialiste est une économie monétaire. Le salariat y est pratiqué. Quant au système de prix, il doit être guidé par le principe de la rareté.

¹ Comme le prix doit égaler le coût de production, le profit est celui que gagnent les firmes qui ont une efficacité supérieure à celle du reste de leur industrie.

² A mon avis, cette remarque n'est que partiellement correcte. La destruction de capital causée par la concurrence est excessive, du fait d'un problème d'externalité. Avant de décider l'introduction d'un progrès technique, la firme met en balance les avantages et les inconvénients parmi lesquels la destruction de capital. Quand elle est confrontée à un progrès technique introduit par un concurrent, le décideur emporte le bénéfice mais reporte les pertes sur ses concurrents.

³ Bradley écrit: "Although Barone's Ministry article may be considered a classic in the history of the economics of central planning in the twentieth century, it is not a stylistic masterpiece. The analysis is seldom clear and Barone's often chaotic notation and organization makes his analysis difficult to follow" (p.9).

Cassel plaide pour le maintien de l'intérêt dans la société socialiste. En régime capitaliste, l'intérêt est intimement lié à la propriété bourgeoise et à l'activité de cette classe qui n'existera plus dans le socialisme. On serait donc tenté de croire que l'intérêt disparaîtra avec elle. Mais derrière ces mécanismes bourgeois, « il y a les caractères essentiels de la vie humaine qui existent, bien que sous des formes variables, dans toute économie d'échange » (1929 p.367). Pour induire une répartition rationnelle du capital entre les branches de production, il est indispensable que le prix des produits de consommation inclue « un supplément proportionnel à la disponibilité du capital en sus du coût du travail et des frais divers ». Le taux d'intérêt est nécessaire pour limiter la demande de capital qui obère la consommation. « Les demandes de capital, qui se manifestent lorsque le taux d'intérêt est nul, sont absolument insatiables » (1929 p.369). Dans la société capitaliste, le volume de l'épargne et donc le sacrifice imposé aux consommateurs est réglé par le fonctionnement global du système économique. Par contre, dans le socialisme, il s'agit d'une décision à prendre par le gouvernement. Pas plus que Barone, Cassel ne s'attend à un abaissement du taux d'intérêt par rapport à son niveau capitaliste.

VON MISES ET LE LANCEMENT DE LA CONTROVERSE

En 1920, l'économiste autrichien, Ludwig von Mises, connu pour ses opinions ultralibérales, publie l'article "Economic Calculation in the Socialist Commonwealth". L'article constitue une attaque en règle dénonçant l'absence de rationalité économique dans le socialisme.

Avant d'attaquer la rationalité du socialisme en tant que mode de production, c'est une certaine attitude de beaucoup de penseurs socialistes qu'il dénonce, en l'occurrence leur incapacité à développer une analyse économique de la société socialiste. Ils ne proposent aucune théorie économique du socialisme. La société socialiste est envisagée de façon très vague et uniquement sous l'angle social, culturel ou politique, jamais économique.

L'article paraît moins de trois ans après la Révolution d'Octobre, mais il ne semble pas y avoir de lien direct. Sont tout autant visés les sociaux-démocrates allemands et autrichiens, notamment Karl Kautsky, Otto Bauer, Rudolf Hilferding, à l'époque où ces partis se revendiquaient encore du marxisme. La polémique entre la loi de la valeur-travail chère aux marxistes et la loi de la valeur subjective était encore vivace. Mises tire à boulets rouges contre la loi de la valeur-travail. Pour Marx, elle était un outil servant à démontrer l'exploitation de l'homme par l'homme, mais certains marxistes semblent vouloir lui faire jouer le rôle de déterminant du prix en régime collectiviste¹. D'après Mises, une telle prétention est absurde ; il y a cela deux raisons :

- le travail n'est pas le seul facteur de production primaire ;
- le travail n'est pas homogène

Si tant de socialistes tiennent à cette loi, c'est parce qu'elle offre une bouée de sauvetage quand la disparition du marché et de la propriété privée a éliminé tous les moyens de calcul. Mises reconnaît toutefois qu'on peut être socialiste sans croire en cette loi.

Mais l'objet principal de l'article est le manque de rationalité économique du système socialiste. Diverses critiques sont adressées à ce système, mais la plus fondamentale est

¹ Mises cite un passage de l'Anti-Dühring de Engels qui va dans ce sens.

l'impossibilité du calcul économique. A ce moment, Mises ignore l'existence de l'article de Barone qui traitait précisément de ce sujet et dont l'opinion nuancée ne concorde pas avec la sienne. L'article de Barone ne sera exhumé qu'au milieu des années trente et il servira alors d'argument dans le débat. A noter que le système institutionnel socialiste qu'envisage Mises est le même que celui de Barone : marchés pour les biens de consommation et le travail, économie dirigée pour le reste.

Beaucoup de socialistes s'imaginent que le bureau du plan est à même de diriger l'économie en gérant uniquement des flux en nature. C'est une illusion. Seul le calcul en valeur est compatible avec la rationalité et il implique deux préalables :

- les biens de production participent à la sphère de l'échange ;
- il existe un medium universel dans l'échange.

Ces conditions ne sont pas remplies en régime socialiste. Mises en conclut: "Without economic calculation, there can be no economy. Hence, in a socialist state, wherein the pursuit of economic calculation is impossible, there can be –in our sense of the term, no economy whatsoever" (2009 p.105). Sans la réalisation des deux conditions susmentionnées, comment le bureau du plan peut-il déterminer quelle méthode de production est la plus économique, comment peut-il détecter les processus de production excessivement longs¹, les gaspillages de matière et de travail ? Sans prix pour les biens de production, il n'est pas possible de calculer le coût des biens de consommation, alors qu'ils doivent être vendus sur un marché. Pour agréger des inputs hétérogènes, la seule solution est l'addition de prix monétaires. Un marché des biens de production suppose la propriété privée des moyens de production de ces industries : comment l'industrie du charbon et celle de l'acier pourraient-elles s'entendre sur un prix sans la propriété privée des aciéries et des mines ? Mises reste un peu vague sur ce point, mais il veut sans doute signifier que sans maximisation du profit, il n'y a pas de base pour fonder un système de prix et que cette maximisation est impensable si elle n'est pas motivée par l'accroissement de la propriété personnelle.

Ceci nous amène au deuxième faisceau de critiques adressées par Mises. Rien ne poussera les responsables à agir pour maximiser le bien-être économique. "It is now universally agreed that the exclusion of free initiative and individual responsibility, on which the successes of private enterprise depend, constitute the most serious menace to socialist economic organization" (2009 p.116).

Certains auteurs socialistes établissent un parallèle entre les dirigeants des unités de production socialistes et ceux des entreprises privées modernes issus de la révolution managériale qui ont supplantés les patrons capitalistes de la première génération. La comparaison ne tient pas. Toutes les sociétés privées sont gérées par des personnes intéressées au profit. L'efficacité de ces managers n'est donc pas transposable. Les faiblesses des entreprises socialistes sont par contre transposables aux entreprises publiques des pays capitalistes. Certes, la gestion efficace et le dynamisme ne sont pas toujours absents, mais alors ces qualités leur viennent d'un effet de mimétisme et de contagion de leur environnement. Elles bénéficient notamment des innovations de leurs fournisseurs privés.

Les dirigeants des sociétés privées ne sont ni plus intelligents ni plus volontaires que ceux des entreprises publiques. C'est la fonction qui fait l'homme et non l'inverse.

¹ Pour l'école autrichienne, le temps, c'est le capital.

L'intéressement au résultat de l'entreprise est indispensable. Il arrive que d'anciens managers d'entreprises privées soient embauchés dans le secteur public. Ils deviennent alors des bureaucrates comme les autres.

Sans l'intéressement au résultat, il manque un incitant au dévouement à son entreprise. Les socialistes fondent leur espoir sur des motifs éthiques. C'est contraire à la nature humaine. Un simple aménagement du système de rémunération ne suffit pas pour égaler l'incitation capitaliste rendue très puissante par le fait d'être propriétaire ou d'espérer le devenir, la perspective de laisser l'entreprise en héritage...

Mises pointe deux faiblesses opposées qui guettent la direction des entreprises socialistes :

- le manque d'initiative du fait de la dilution du pouvoir
- la prise de risques excessive parce que les dirigeants ne supportent pas personnellement les pertes

Ce tableau bien sombre présenté avec une pointe d'agressivité ironique est le point de départ d'une controverse qui durera un quart de siècle. Dans un premier temps, le débat se tint surtout entre économistes de langue allemande et peu d'idées neuves furent émises. Certains économistes socialistes comme Otto Neurath argumentèrent en faveur d'une comptabilité de flux en nature.

TAYLOR ET DICKINSON : LA POSSIBILITE D'UN CALCUL SOCIALISTE

Les historiens de la controverse considèrent qu'elle prend un nouveau départ avec les interventions de l'économiste américain Fred Taylor puis de l'économiste anglais H.D. Dickinson, tous deux défendant le socialisme. Ceux-ci s'attachent à montrer comment à partir des deux marchés aux extrémités (facteurs primaires et biens de consommation), un système de prix peut être établi, qui équilibre l'économie dans son ensemble. En fait, c'est ce qu'affirmait Barone, mais son article ne sortira de l'anonymat qu'un peu plus tard. On ne peut d'ailleurs pas dire que l'analyse des deux auteurs anglo-saxons dépasse en profondeur celle de ce dernier.

L'article "The Guidance of Production in a Socialist State" de **Taylor**, qui paraît en 1929, ébauche assez sommairement un modèle socialiste. L'Etat y distribue un revenu monétaire aux membres de la collectivité, suivant une règle laissée ouverte. L'Etat le calcule de telle façon que la dépense du revenu total de la population dans son ensemble correspond au total des prix des biens de consommation mis sur le marché. Ainsi, en sélectionnant librement les produits qu'il consomme, le citoyen impose à l'industrie de privilégier les productions qui emportent sa préférence.

La condition d'équilibre sur laquelle Taylor insiste le plus est l'égalité entre le prix des produits et leur coût de production. Il assimile ce coût à la valeur totale des ressources productives que draine leur production. Par « ressources productives », Taylor entend ce que les économistes appellent généralement « facteurs primaires ». Le calcul du coût implique que les facteurs primaires soient valorisés rationnellement. Taylor s'en tient à un terme vague : suivant leur « importance effective ». S'agit-il de leur productivité marginale ? L'auteur n'explique pas clairement si chaque unité de facteur reçoit effectivement une rémunération équivalente à cette importance effective ou s'il s'agit d'un artifice comptable pour fixer les prix rationnellement.

Taylor ne pondère pas le coût des facteurs primaires par la durée de leur présence dans le produit en devenir suivant l'idée de Böhm Bawerk. Sans doute sous-estime-t-il aussi la difficulté de déterminer la quantité de facteurs primaires cristallisée dans un produit, puisque des fabrications d'autres entreprises entrent comme inputs et que même des entreprises peuvent se fournir des biens mutuellement. S'en tenant à un haut niveau de généralité, Taylor ignore ce genre de problèmes.

Taylor voit ainsi la preuve que son modèle est équilibré : du fait de l'égalité entre prix et coût, si un consommateur achète, par exemple, un bien 2.000 \$, il compense exactement la société pour les ressources qu'il lui a fait sacrifier.

Taylor revient ensuite sur la valorisation des facteurs primaires, qu'il appelle le « problème de l'imputation ». Déterminer la valeur de chaque emploi de facteurs primaires dans l'économie semble une tâche irréalisable du fait de son ampleur. Mais Taylor propose sa solution: "...the so-called method of trial-and-error, that is the method which consists in trying out a series of hypothetical solutions till one is found which proves a success" (1929 p.6). Le bureau du plan affecte aux différents facteurs primaires des valeurs provisoires basées sur une analyse minutieuse ainsi que sur l'expérience ; l'économie fonctionne à l'aide de ces valeurs. Il faut ensuite détecter les déséquilibres et les corriger. La pénurie d'un facteur signifie qu'il a été sous-évalué ; le sous-emploi qu'il a été surévalué.

L'article de Taylor est beaucoup trop court pour embrasser un sujet aussi large. Assez sommaire, sa réputation lui vient de sa proposition du trial-and-error qui s'imposera comme une des idées maîtresses de la controverse. L'article de **Dickinson**, paru en 1933, est beaucoup plus fouillé. Son but explicite est de réfuter la thèse de Mises sur l'impossibilité du calcul socialiste et il n'hésite pas à concéder au marché les fonctions qu'il juge nécessaires pour convaincre les tenants de celui-ci.

Le cadre socialiste est celui qu'on retrouvait chez Barone et Mises. Dickinson ajoute néanmoins cette précision : les entreprises sont autonomes, mais intégrées dans une structure de trusts arborescente : toutes coopèrent en étant pleinement informées les unes à propos des autres. Contrairement à leurs consœurs capitalistes, les entreprises sont des "glass houses". Judicieusement, Dickinson attire l'attention sur une distinction importante : L'économie étant nationalisée, l'Etat assure seul la totalité des activités sociales. Toutefois, l'Etat social et politique et le secteur économique nationalisé sont bien deux domaines distincts fonctionnant selon leurs propres lois¹.

Les prix des biens de consommation peuvent trouver leur équilibre grâce à une tactique consistant à les faire fluctuer de façon à maintenir les stocks à un niveau stable.

L'équilibre est un peu plus compliqué pour les biens d'ordre supérieur². Compte tenu des prix des biens de consommation, les entreprises sont en mesure d' « offrir » des prix d'achat pour ces biens, ce qui permet de construire des courbes de demande en remontant jusqu'aux facteurs primaires. La quantité disponible de ces facteurs étant connue, leur prix de marché est ainsi déterminé au niveau qui en assure le plein emploi.

¹ Il en est ainsi dans le capitalisme où les acteurs des deux secteurs sont distincts. Le fait que l'Etat supervise les deux secteurs dans le socialisme n'implique nullement leur fusion.

² Cette dénomination recouvre les biens de productions et facteurs primaires. Dickinson recourt à la terminologie de Menger. Pour séduire les tenants de l'école autrichienne ?

Les prix des facteurs primaires fixés, on peut calculer le coût de production des différents biens. Sur cette base, l'offre de ces biens peut être définie de la façon suivante : on cesse de produire ceux dont le prix ne couvre pas le coût et on augmente la production de ceux dont le prix est supérieur au coût¹, ce qui entraînera, le cas échéant, un réajustement du prix des facteurs.

Concernant les salaires, la société collectiviste fait face à un choix. Soit payer chaque travailleur à la valeur de marché de son travail, soit considérer celle-ci comme un artifice comptable couvrant des paiements effectués sur base d'un autre critère. Dickinson déconseille cette deuxième option, car la liberté de choix de l'emploi pourrait alors causer des déséquilibres sur le marché du travail.

Après avoir détaillé ces procédures devant conduire l'économie à l'équilibre, Dickinson estime qu'elles pourraient être remplacées par la résolution d'un système d'équations simultanées². Contrairement à Barone, il n'énumère ni ne compte les équations et les inconnues de ce système. Barone ne considérerait d'ailleurs pas les équations comme un outil pour trouver l'équilibre, mais comme un argument pour en démontrer l'existence ainsi que la coïncidence avec l'équilibre de concurrence parfaite.

“Two more things are necessary to a complete costing system. These are an allowance for time spent in production³ (interest or discount) and an allowance for risk (in the form of a surcharge above the normal rate of interest)” (Dickinson 1933 p.243). Le rôle de l'intérêt est essentiel; c'est lui qui permet à l'économie de mettre en balance les investissements qui se payent rapidement par rapport à ceux qui se paient lentement. Les investissements qui se payent rapidement sont ceux dont peu d'années de recette suffisent à récupérer la mise initiale.

La planification globale des investissements requiert en premier lieu que soit établie une courbe de demande de capital, ce que le bureau du plan obtiendra en agrégeant les courbes de demande individuelle des entreprises. A cette fin, il leur est demandé de fournir un plan d'investissements à option : investissements prévus pour diverses valeurs du taux d'intérêt. A ce stade, “two procedures can now be followed, according to whether interest-rate or quantity of accumulation is to be taken as the independent variable” (Dickinson 1933 p.244). La demande de capital combinée avec le taux d'intérêt permet de déterminer le besoin d'accumulation. La demande de capital et l'accumulation disponible déterminent ensemble le taux d'intérêt. Si le bureau du plan choisit le taux d'intérêt comme variable indépendante, il tiendra compte du rythme du progrès technologique et des autres changements économiques (goûts des consommateurs). S'il préfère agir sur le volume de l'accumulation, Dickinson préconise l'application de la formule de Ramsey⁴.

Ce taux d'intérêt est surchargé d'une prime de risque, variable d'une entreprise à l'autre et pouvant être calculée sur base de distributions de fréquences extraites des statistiques économiques. En régime socialiste, le risque est amoindri, car les glass houses réservent

¹ Dickinson estime que le coût externe (externalités) devrait être ajouté au coût de production.

² Dans un écrit ultérieur, il opérera une courbe rentrante à propos du système d'équations.

³ Après avoir utilisé la terminologie de Menger, Dickinson emprunte les idées de Böhm Bawerk. L'école autrichienne se voit gâtée.

⁴ “A Mathematical Theory of Saving” (1928)

peu de surprises, mais il subsiste vu que les acteurs gardent leur liberté sur les marchés des biens de consommation et ceux des facteurs de production.

L'intérêt, la rétribution du facteur terre, les profits dus aux variations imprévues de la demande (déduction faite des pertes) alimentent ce que Dickinson appelle le "Social Fund". Celui-ci sert à financer les investissements ainsi que la production de biens sociaux par l'Etat politique et social.

La conclusion de Dickinson est presque lyrique : "The beautiful systems of economic equilibrium described by Böhm-Bawerk, Wieser, Marshall and Cassel are not descriptions of society as it is but prophetic visions of a socialist economy of the future" (1933 p.247).

DEUX VISIONS SOCIALISTES

Une controverse dans la controverse a opposé deux visions du socialisme de 1933 à 1935. Cette polémique commence par un article de l'économiste marxiste anglais Maurice Dobb qui critique l'importance accordée au marché dans le modèle socialiste de Dickinson. Abba Lerner s'attaque à cette critique, provoquant la réaction de Dobb.

Dobb, marxiste doctrinaire, déplore l'envahissement du socialisme par le marché qui le dénature. Il estime que les catégories marchandes doivent céder le pas au rôle prépondérant accordé au planificateur. Il prétend même que celui-ci peut intervenir dans la détermination de la gamme de produits distribués au consommateur, réduisant par là son libre choix.

Lerner, socialiste et parétien, établit une analogie avec la dialectique marxiste : Mises est la thèse, Dobb l'antithèse et Dickinson la synthèse. Il reproche aussi à Dobb de faire le jeu de Mises : "While starting out with the argument that pricing is not necessary, Mr Dobb soon finds himself in the company of 'Mises' in dogmatic assertions of its impossibility" (1934 p.55).

La perte de la liberté de choix du consommateur serait, selon lui, une régression. Et elle ne simplifie en rien la tâche du bureau du plan si celui-ci veut utiliser rationnellement les ressources. Les directives du planificateur devraient se baser sur un système de prix économique au même titre que les choix libres des consommateurs. L'idée de Dobb est à la fois dangereuse et inutile.

Selon Lerner, ce qui motive la dénonciation du mécanisme des prix comme « bourgeois », c'est qu'il échapperait au pouvoir des bureaucrates. Lerner cite également plusieurs extraits de Trotski où celui-ci défend l'inclusion de mécanismes du marché dans le système planifié.

Lerner reproche à Dobb de vouloir substituer un optimum « transcendantal » à celui qui aurait émergé du marché. Dobb rétorque que les économistes néoclassiques dont Lerner fait partie accordent également à leur maximum (celui qui découle de l'égalisation des utilités marginales et de celle des productivités marginales par unité monétaire) une valeur transcendantale qui n'est pas fondée objectivement. Ce maximum ne peut être une quantité physique puisque la production est hétérogène ; c'est donc une valeur ; or celle-ci dépend du système de prix. Avec un autre système de prix, on aurait eu un optimum différemment composé et il n'y a pas de raison de considérer ce deuxième

optimum comme moins valable. Dobb semble n'avoir pas compris la théorie de l'optimum. L'important dans le système de prix n'est pas le prix lui-même, mais le fait que les quantités offertes se voient guidées par les quantités demandées. Avec l'égalisation des productivités marginales, cette offre calquée sur les besoins sera maximale en ce sens qu'on ne peut produire plus d'un bien sans réduire la production d'un autre. Dans ce sens restreint, il s'agit bien des quantités physiques qui sont maximisées.

Dobb nie également que dans le socialisme, l'épargne et l'investissement sont deux décisions séparées comme dans le capitalisme. Quand le planificateur décide la création d'une usine, en une seule décision, il prélève les moyens et il les affecte. En fait, Dobb ne distingue pas la décision d'épargne, car elle est implicite. Il faut fixer préalablement les limites dans lesquelles des moyens peuvent être prélevés. Une décision d'épargne indépendante est donc inévitable.

HAYEK FAIT LE POINT

Hayek, économiste autrichien, héritier de Böhm Bawerk, prend évidemment le parti de son ami et collègue Mises. En 1935, il publie un ouvrage intitulé "Collectivist Economic Planning" qui fait le point sur le débat. Y sont compilés :

- l'article de Mises (1920)
- deux articles allant dans le même sens écrits par des auteurs moins connus
- une traduction de l'article de Barone (1908) entretemps redécouvert grâce à Schumpeter.
- une liste bibliographique des contributions au débat en provenance des deux camps.
- Une introduction ("Nature and History of the Problem") et une conclusion ("The Present State of the Debate") de sa propre main.

Dans "Nature and History of the Problem", Hayek remarque que beaucoup, surtout parmi les socialistes, pensent que les théories économiques s'appliquent seulement au capitalisme et qu'on peut se contenter d'aborder le socialisme du point de vue social. Il dénonce cette conception. Elle semble prendre sa source chez Marx. Celui-ci pratiquait l'« historicisme » voulant que chaque période de l'histoire rencontre des problèmes qui lui sont propres. Parlant de Marx, Hayek écrit : "One may search his writings in vain for any definitive statement of the general principles on which the economic activity in the socialist community would be directed" (2009a p.13)¹.

La *planification* peut être considérée comme un *moyen* pour réaliser cette *fin* qu'est le *socialisme*. La science ne peut juger une fin, en l'occurrence ici une éthique de l'égalitarisme, qui est affaire d'adhésion personnelle. Par contre, l'analyse critique des moyens entre dans son champ.

Dans quelle mesure le socialisme peut s'allier à l'économie de marché, Hayek le considère comme une question à débattre, bien que cette éventualité semble lui inspirer une certaine méfiance. A contrario, un capitalisme planifié lui paraît "unthinkable".

¹ Hayek a assurément raison. Marx fut particulièrement discret sur le socialisme en comparaison avec ses thèmes de prédilection : l'explication philosophique du corps social et de l'histoire, le fonctionnement du capitalisme et la lutte contre celui-ci.

Concernant l'article de Mises, Hayek n'est pas avare de louanges : "The distinction of having first formulated the central problem of socialist economics in such a form as to make it impossible that it should ever again disappear from the discussion belongs to the Austrian economist Professor Ludwig von Mises" (2009a p.32).

"The Present State of the Debate" analyse comment la position des penseurs socialistes a évolué à la suite de l'attaque de Mises: "But the great majority of the more recent schemes try to get around the difficulties by the construction of alternative socialist systems which differ more or less fundamentally from the traditional types against which the criticism was directed in the first instance and which are supposed to be immune against the objections to which the latter are subject" (Hayek 2009b p.202).

Hayek n'est absolument pas convaincu par la solution mathématique proposée par Taylor, Dickinson et d'autres. Il reconnaît que leur argument amène à corriger la critique telle qu'elle fut énoncée par Mises ; mais les fondements de cette critique demeurent valables. Parlant du calcul socialiste: "Now it must be admitted that it is not an impossibility in the sense that it is logically contradictory. But to argue that a determination of prices by such a procedure being logically conceivable in any way invalidates the contention that it is not a possible solution, only proves that the real nature of the problem has not been perceived" (2009b p.207).

La mise en application de ces systèmes serait d'une complexité monstrueuse. Si le planificateur doit réellement reprendre la responsabilité des managers des entreprises privées, il devra s'occuper de mille et un détails. Les exemples donnés par Hayek ne sont pas tous probants, car il fait fi (délibérément) de la collaboration que le planificateur peut obtenir des dirigeants des usines.

Mais un autre problème est encore plus important : la technologie n'est pas simplement une donnée ; elle se construit progressivement. Lorsque plusieurs technologies différentes permettent de fabriquer un bien, la concurrence fera triompher la plus efficace. Comment le planificateur pourra-t-il opérer cette sélection ? En outre, sur le terrain, les ingénieurs trouvent régulièrement des petites améliorations. Selon Hayek, le planificateur devrait également les découvrir.

L'importance à accorder à la production des différents biens de consommation devrait également se révéler problématique hors du marché. Les goûts des consommateurs évoluent sans cesse. Nous avons vu que Taylor et Cie conservaient le marché pour les biens de consommation. La validité de la présente critique de Hayek dépend donc des spécificités du marché tel qu'il est entendu par ces auteurs, dont l'exposé reste plutôt vague.

Le rassemblement des données et la résolution des équations constituent une tâche surhumaine. "The number of these unknowns will be equal to the number of commodities which are to be produced" (Hayek 2009b p.212); or un même produit a deux endroits différents ou a des moments différents ou dans des conditionnements différents, ce sont chaque fois des biens différents. Hayek est ici en dessous de la vérité : dans le système de Barone, par exemple, il y a beaucoup plus d'inconnues que de biens, car les facteurs primaires et les coefficients de production, de même que l'épargne sont également des inconnues.

Certes, Taylor et Cie ne comptaient pas sur la résolution de ces systèmes d'équations mais sur un processus de "trial and error". Hayek n'y croit pas plus. Le déséquilibre sur un marché nécessitera de modifier des centaines de prix vu l'interdépendance générale. Et il faudra chaque fois tenir compte de l'élasticité de la demande, des liens de substitution et de complémentarité entre produits...

Hayek conclut donc: "No one would want to exclude every possibility that a solution may yet be found. But in our present state of knowledge, serious doubt must remain whether such a solution can be found" (2009b p.242). Et, ajoute-t-il, si jamais la solution devait être trouvée, les socialistes devraient une fière chandelle à leurs adversaires.

LANGE : L'EQUILIBRE GENERAL

La réponse socialiste vient de l'économiste polonais Oskar Lange, parétien comme Lerner, qui publie "On the Economic Theory of Socialism", un article en deux parties parues respectivement en 1936 et 1937. Le début de cet article fait écho à la conclusion de Hayek, dont il reconnaît le bien fondé au moins partiellement: "Both as an expression of recognition of the great service rendered by him and as a memento of the prime importance of sound economic accounting, a statue of Professor Mises ought to occupy an honourable place in the great hall of the ministry of Socialisation or of the Central Planning Board of the socialist state" (1936 p.53)¹.

Mises déplorait que l'absence de prix en régime socialiste ne permettait pas de rationaliser le choix entre des alternatives. Lange fait appel à Wicksteed qui distinguait deux notions de *prix* :

1. sens étroit : somme d'argent à offrir pour acquérir une chose vendue
2. sens large : "terms on which alternatives are offered"²

Pour résoudre le problème de l'allocation des ressources, un système de prix au sens large suffit. Le bon fonctionnement de celui-ci nécessite :

1. une échelle de préférences guidant le choix
2. la connaissance des termes de l'alternative
3. la connaissance du stock de ressources disponibles

Il n'y a pas de raison de penser que les facteurs un et trois sont moins présents dans le régime socialiste. La présence du facteur deux est contestée, mais la variable permettant d'exprimer l'alternative est le taux marginal de transformation dépendant des fonctions de productions. "The administrators of a socialist economy will have exactly the same knowledge of production functions, or lack of knowledge, as capitalist entrepreneurs have" (Lange 1936 p.55). La sentence de Mises vient de sa confusion entre les deux sens du mot *prix*.

Pour contextualiser le sujet, Lange revient sur l'équilibre en concurrence parfaite. La réalisation de celui-ci implique la satisfaction de deux conditions :

- une condition SUBJECTIVE : chaque participant au marché optimise sa situation (qui son utilité, qui son profit). L'égalisation de l'utilité marginale par unité monétaire

¹ Le ton se veut humoristique, mais la reconnaissance est sincère.

² On retrouvait déjà cette distinction dans l'article de Barone, écrit deux ans avant le "Common Sense" de Wicksteed. Pour traiter des prix dans le système socialiste, il employait le terme « équivalent ».

des produits consommés et celle de la productivité marginale par unité monétaire des facteurs utilisés en sont l'expression.

- Une condition OBJECTIVE : l'offre et la demande s'équilibrent sur tous les marchés des biens et facteurs.

Comment se réalise la condition subjective en régime socialiste ?

- 1- Les consommateurs tentent toujours de maximiser l'utilité pour un budget donné.

Les managers des entreprises, par contre, ne poursuivent pas la maximisation du profit. En lieu et place, ils sont tenus d'appliquer cette double règle :

- Les entreprises choisissent la combinaison des facteurs et l'échelle de la production qui minimisent le coût moyen¹.
- Chaque branche produit exactement ce qui peut être écoulé à un prix égalant le coût de production

Ensemble, ces deux règles déterminent implicitement le nombre de firmes dans une branche. Les prix des facteurs primaires résultant de l'offre et la demande, ceux des produits étant fixés par le ministère, on est en présence de prix paramétriques² ; les deux règles suffisent à déterminer l'offre de produits et la demande de facteurs.

- 2- Les travailleurs choisissent leur emploi de façon à optimiser le rapport entre le salaire et la désutilité.
- 3- Les ressources productives appartenant à l'Etat, qui en fixe le prix, sont dirigées vers les entreprises capables de les assumer budgétairement.

Les prix paramétriques étant fixés par le ministère, n'ont-ils pas un caractère arbitraire qui prive l'économie d'un optimum ? Rappelant la théorie walrassienne des prix, Lange insiste sur la quasi-unicité du système de prix qui assure l'équilibre simultané sur tous les marchés. Lorsque l'économie aura trouvé son système de prix d'équilibre, il sera aussi objectif qu'en régime capitaliste. Des pénuries et surproductions partielles résulteront inévitablement des erreurs de calcul, mais elles attireront l'attention du planificateur sur les correctifs à apporter pour garder l'équilibre. La réalisation de la condition objective repose sur la fonction paramétrique des prix ; le ministère de la production collectiviste doit donc imposer aux cadres des entreprises et des organes gérant les ressources naturelles l'usage exclusif des prix qu'il prescrit.

En définitive, "the central planning board performs the functions of the market" (Lange 1936 p.64). Aucune fonctionnalité du capitalisme n'est donc perdue.

¹ Dans les "Foundations of Economic Analysis", Samuelson explique que la minimisation du coût comporte deux volets. D'abord, il faut optimiser la combinaison des facteurs ; ce n'est que si l'entreprise a réalisé cette optimisation qu'elle est sur sa courbe de coût ; sinon, elle sera au-dessus. Ensuite, il y a lieu de choisir le volume de production pour lequel la courbe est au plus bas.

Beaucoup d'études empiriques ont mis en doute la prédominance des fameuses courbes de coût (moyen et marginal) en U. Si la courbe est horizontale, seul le premier des deux volets de Samuelson peut être optimisé et il y a une multitude de volumes de production optimaux.

² « Prix paramétriques » est un terme largement utilisé dans l'économie walrassienne et parétienne, pour signifier que les entreprises sont des price takers et non des price makers. Les prix servent de paramètres pour déterminer les quantités achetées et produites.

Puisque Hayek admet la possibilité théorique d'un calcul socialiste mais qu'il doute de sa faisabilité, le processus d'itération correctrice avancé par Barone, Taylor et Dickinson devient le nœud de la problématique. Lange considère que l'exposé qu'en fait Taylor est parfaitement édifiant. Lange insiste surtout sur la similitude avec le capitalisme. Dans l'optique de l'école de Lausanne, le capitalisme a aussi son trial and error : le tâtonnement walrassien : ce qui marche d'un côté marchera également de l'autre côté.

Le bureau du plan résout donc de façon satisfaisante le problème économique sans avoir à connaître l'ensemble des courbes de demande de tous les produits ni à résoudre des centaines de milliers d'équations, comme Hayek l'avait suggéré. Les seules équations à résoudre sont celles que les ménages et les unités de production résolvent inconsciemment dans leur quotidien.

Lange évoque également la question de l'accumulation du capital (il utilise bien ce terme). Il y a lieu de distinguer le court et le long termes. A court terme, le volume du capital disponible est fixe. Le taux d'intérêt se placera au niveau qui assure l'équilibre entre l'offre de capitaux par les banques d'Etat et la demande émanant des entreprises. A long terme, le volume du capital peut croître par l'accumulation. Lange semble croire que le volume optimum de capital implique l'annulation de sa productivité marginale nette, un objectif jamais atteint car tous les éléments qui rendent l'économie non stationnaire tendent à repousser ce volume toujours plus loin. La solution à établir porte donc sur le rythme de l'accumulation et non sur le volume du capital à atteindre.

Dans un système où l'offre de capital est formée par l'épargne des citoyens, l'équilibre du marché reflète les préférences intertemporelles. Ce résultat est optimal du point de vue de l'économiste, mais Lange juge son mode de réalisation incompatible avec le socialisme. Il préconise donc l'option alternative : l'accumulation est réalisée au sein du monde des entreprises avant la distribution du dividende social aux citoyens. Comme conséquence, le taux d'accumulation est arbitraire puisqu'il dépend d'une décision du ministère. Pour Lange, il s'agit là d'un inconvénient du socialisme qu'il dit d'abord assumer comme tel. Toutefois, dans la deuxième partie de l'article (1937), il avance un contre-argument montrant qu'à cet élément non rationnel du socialisme correspond un élément aussi irrationnel au débit du capitalisme : "Besides, saving is also in the present economic order determined only partly by purely utility considerations, and the rate of savings is affected much more by the distribution of incomes, which is irrational from the economist's point of view" (1937 p.127). Lange pointe également à charge de l'épargne capitaliste le mal diagnostiqué par Keynes que la volonté d'épargner peut se muer en baisse du revenu national si la demande globale n'est pas suffisamment soutenue.

Lange, dans sa comparaison des mérites respectifs des deux systèmes, épingle deux faiblesses potentielles du socialisme :

- l'efficacité des responsables de l'économie, sera-t-elle à la hauteur ?
- le risque de bureaucratisation de la vie économique.

Les avantages du socialisme qu'il mentionne sont :

- maximisation du bien-être total de la société plus poussée lorsque les écarts de revenus sont faibles¹
- externalités plus faciles à prendre en compte
- réduction des imperfections de la concurrence et du pouvoir des monopoles
- “Whatever the theoretical explanation of the business cycle, that cumulative shrinkage of demand and output caused by a cumulative reduction of purchasing power could be stopped in a socialist economy” (1937 p.126). Face à la thèse de la *destruction créatrice*, Lange conçoit les crises économiques selon un point de vue original et astucieux. Leur point de départ est un réel déséquilibre qu’il convient de corriger, mais la plongée de secteurs entiers de l’économie dans le marasme représente une externalité de cette correction qu’il y a lieu d’éliminer.

LERNER : L’EGALISATION DU PRIX AVEC LE COUT MARGINAL

Lerner poursuit le même but que Dickinson et Lange, mais estime qu’eux et pas mal d’autres auteurs prennent le problème par le mauvais bout. Son article “Statics and dynamics in socialist economics” (1937) commence ainsi: “This article is in the main a protest against the developing tradition, in approaching the problems of socialist economics, of starting from the consideration of general equilibrium, instead of going direct to the more fundamental principle of marginal opportunity cost” (1937 p.253).

Le calcul socialiste pourra être considéré comme performant si le critère suivant est satisfait: “If we so order the economic activity that no commodity is produced unless its importance is greater than that of the alternative that is sacrificed”. Il faut que si le consommateur modifie sa consommation d’une façon qui laisse son utilité inchangée, le sacrifice de ressources par la société reste constant. Le sacrifice de l’individu et celui de la société ne peuvent pas diverger, sinon l’individu est incité à prendre des décisions non optimales. Mais comment obtenir ce résultat ? Lerner a trouvé dans la littérature sur ce sujet de multiples formules qui ressemblent à la règle correcte et qui font intervenir des variables comme le coût moyen, le profit normal etc., des formules qui sont elles-mêmes correctes dans certaines situations (concurrence parfaite par exemple), mais qui deviennent erronées dès que les circonstances s’en écartent. La règle correcte est très simple et peut être énoncée en deux versions :

1. Engage tel ou tel facteurs de production, tant que son prix est inférieur à sa productivité marginale physique multipliée par le prix du produit.

¹ Cet argument implique la possibilité de comparer les utilités de différentes personnes. Une telle comparaison est condamnée par nombre d’économistes. Dans ses « Economics of Control », Lerner lui consacre un chapitre entier pour lui apporter une certaine légitimité.

Cette procédure nécessite deux hypothèses particulières :

- 1- “The satisfactions experienced by different people are similar in the sense that they are the same kind of thing” (1946 p.25)
- 2- Pour chaque individu, l’utilité marginale de son revenu est décroissante. Cette hypothèse peut être dérivée de ce que pour maximiser la satisfaction qu’ils retirent d’un revenu donné, les consommateurs demandent en priorité les biens les plus désirés.

De ces deux hypothèses découle qu’un transfert de revenu d’un riche vers un pauvre accroîtra plus l’utilité du deuxième qu’elle ne diminuera celle du premier. En conséquence, la répartition optimale du revenu est celle qui égalise les utilités marginales de tous les membres de la communauté. L’impossibilité de mesurer ces utilités individuelles n’empêche toutefois pas de tirer des conclusions. Si les différences de sensibilité entre un grand nombre d’individus sont distribuées aléatoirement, le calcul des probabilités permet d’affirmer qu’on maximise le bien-être social probable en minimisant l’écart de revenus.

2. Augmente la production tant que le prix du produit est supérieur à son coût marginal¹

Telle est donc la règle à imposer aux dirigeants des entreprises socialistes. Elle est valable, même en situation de prix non paramétriques. Dans ce cas, elle impose aux managers un comportement qui n'est pas celui qu'ils adopteraient spontanément et qui mènerait l'économie à une position infra-optimale ; ils s'arrêteraient d'engager dès que la productivité marginale multipliée par le prix ne serait plus supérieure au coût marginal du facteur, qui est supérieur à son prix lorsque l'offre n'est pas horizontale.

La règle optimale n'exclut pas que l'entreprise puisse gagner du profit au-delà du profit normal, car ce dernier est une caractéristique de l'équilibre à long terme, situation normalement jamais atteinte et même si elle était accessible, le profit existerait à court terme en l'absence de prévision parfaite.

Une usine doit-elle être remplacée dès que sa technologie est dépassée ? Selon Lerner, la réponse est simple : oui, si la valeur actuelle des revenus espérés est supérieure à l'investissement initial. Peu importe que l'investissement précédent soit amorti ou non. La règle ci-dessus, qu'on pourrait qualifier de fisherienne, suffit en tout état de cause². Le coût d'une usine déjà construite cesse d'être un paramètre pertinent.

De façon un peu confuse, Lerner amène dans ce débat la question de la *tarification au coût marginal*, un thème parétien qu'on connaît surtout par le traitement qu'en fit Hotelling (1938) et qui fut déjà anticipé par Pigou (1920). En l'égalisant avec le coût marginal, les entreprises empêchent le prix de couvrir les frais fixes. Les entreprises capitalistes ne peuvent pas se le permettre. D'après Lerner, les entreprises socialistes le peuvent³ et c'est là un avantage du socialisme sur le capitalisme, car cela permet d'approcher l'optimum de plus près. Lerner ne s'appesantit pas sur l'organisation financière à mettre en place pour soutenir la tarification au coût marginal.

HAYEK : AU-DELA DU CALCUL

En 1940, Hayek publie "The Competitive Solution" qui est une réponse directe à Lange et Dickinson.

Voyons d'abord une série de critiques visant à la capacité du ministre d'adapter le système de prix aux changements économiques avec toute la souplesse voulue :

¹ On comparera cette instruction avec la minimisation du coût moyen imposée par Lange. En fait le numéro de la Review of Economic Studies d'octobre 1936 fait suivre l'article de Lange d'une critique par Lerner et de la réponse de Lange. Lerner fait grief à Lange de viser l'équilibre de concurrence parfaite plutôt que le véritable optimum alors que les deux ne concordent pas lorsque les conditions de la concurrence parfaite ne sont pas remplies. Si peu de firmes alimentent le marché, il est peu probable qu'elles opèrent toutes au minimum du coût moyen. Lange admet le bien-fondé de cette critique.

² Lerner se concentre sur l'aspect *rentabilité* mais ignore le volet *solvabilité*. L'entreprise capitaliste qui agirait ainsi pourrait avoir du mal à digérer la perte de capital. On peut concevoir des modes de fonctionnement socialistes qui contournent ce problème.

³ Il écrit : « In the socialist State it is much simpler, because there is no need for any particular firm or industry to cover its costs » (1937 p.269).

- sur le principe, comment le ministère pourrait-il réagir aussi rapidement et adéquatement que les personnes directement intéressées présentes sur le terrain des opérations ?
- Lange et Dickinson basent leur argumentation sur la théorie pure de l'équilibre stationnaire ; le système proposé s'en ressent : il pourrait fonctionner dans une économie stationnaire mais sa vitesse de réaction est insuffisante pour suivre le cours changeant de l'économie. Changer un prix requerra une procédure pour s'assurer que la décision soit pertinente et prise par qui de droit.
- La fixation préalable des prix par le ministère est envisageable pour les produits standardisés, mais beaucoup de produits ne le sont pas. Nombre de contrats définissent un produit spécifique qui ne sera produit qu'une seule fois (construction, appels d'offres...)
- Des conditions exceptionnelles en un lieu donné ou en un temps donné sont susceptibles de justifier un prix particulier, s'écartant du prix normal.
- Les entrepreneurs ne s'intéressent pas qu'aux prix présents ; ils forment des anticipations. Comment intégrer celles-ci dans les prix paramétriques imposés ?

Lange et Dickinson se montrent vagues sur les contours et dimensions des entreprises socialistes. Quelle part représentent-elles par rapport la branche industrielle ?

Hayek affiche également son scepticisme vis-à-vis de l'instruction donnée aux cadres des entreprises de produire au moindre coût. D'abord, l'incitant principal à la minimisation du coût, la concurrence, sera absent. Ensuite, on est ici face à une des lacunes de la science économique : elle considère les courbes de coûts comme des "given facts". Or il faut DECOUVRIR la méthode la moins chère. Et ce sera peut-être un nouvel entrant qui la découvrira ; cet outsider aura alors la charge de convaincre le ministère que le prix doit être abaissé, car sa méthode est moins coûteuse.

Hayek s'interroge sur les critères guidant la répartition du capital accumulé entre les entreprises socialistes. Comment sélectionner les investissements ; comment tenir compte du risque émanant des projets conçus par ces managers qui manipulent des fonds dont ils ne sont pas propriétaires. Ceci ne concerne d'ailleurs pas que la répartition du nouveau capital ; le capital existant doit pouvoir être redistribué le cas échéant.

L'appréciation du succès des managers se révélera aussi très complexe. Ceux-ci devront convaincre le ministère de la validité de leurs choix technologiques et commerciaux. On s'oriente vers une bureaucratisation.

Des écrits de Lange et Dickinson ressort l'impression que le ministère devra refaire tous les calculs des chefs d'entreprise pour les contrôler. Ces deux auteurs n'ont donc pas totalement abandonné la croyance en un ministère omniscient. Dans l'économie de marché, c'est la concurrence qui agrège la connaissance éclatée entre de nombreux individus. Sans la concurrence, l'agrégation de cette connaissance est impossible.

Dans sa conclusion, Hayek reconnaît quelques mérites à Lange et Dickinson: "As courageous attempts to face some of the real difficulties and completely to remold socialist doctrines in order to meet them they deserve our gratitude and respect" (1948 p.208).

L'attitude de Hayek dans la controverse du calcul socialiste était empreinte de modération et d'une grande ouverture, qui tranche avec la fougue de Mises. A mon avis, son intervention dans le débat était motivée moins par le souci de discréditer le socialisme que de magnifier indirectement le marché¹.

L'agrégation de la connaissance par le marché, évoquée ci-dessus, est un des thèmes favoris de Hayek et il lui consacre à peu près à la même époque deux articles qui éclairent son point de vue : "Economics and Knowledge" (1937) et "The Use of Knowledge" (1945). Le socialisme n'y est pas mentionné, mais sa présence en filigrane est perceptible. En voici les idées forces.

L'optimisation parétienne n'est pas le véritable problème auquel est confrontée la société. Les données permettant de résoudre le calcul économique ne sont pas concentrées dans un esprit mais fractionnées sur une multitude de savoirs incomplets voire contradictoires. Le vrai problème est de tirer le meilleur parti de cette connaissance fragmentée.

Il n'y a pas d'activité économique sans planification ; cette planification est dite DECENTRALISEE lorsque chaque agent établit son propre plan et l'adapte aux circonstances extérieures ; elle est dite CENTRALISEE si tous les individus appliquent un plan global édicté par une autorité. Lequel des deux modes de planification est le plus efficace dépend du type de connaissance requis. Par exemple, on pourrait concevoir que pour la recherche scientifique, la gestion centralisée convienne mieux.

A côté de la connaissance scientifique, il existe une connaissance non organisée, plus pratique que théorique, qui peut d'ailleurs se révéler plus profitable à son possesseur que la connaissance théorique, "a knowledge of particular circumstances of time and place" (Hayek 1948 p.80), qu'on acquiert sur le terrain. Cette connaissance n'est pas agrégeable en statistiques, sinon au prix d'une perte de contenu importante.

L'homme de terrain dispose de l'information de terrain, mais celle-ci ne lui suffit pas ; elle doit être complétée par une information plus générale très synthétique, dépouillée de la multitude de détails qui caractérisent la connaissance économique. Le vecteur de cette connaissance existe : c'est le système des prix. Hayek donne cet exemple : l'étain est rendu plus cher, soit parce qu'un nouvel usage industriel en augmente la demande, soit parce qu'une source d'approvisionnement s'est tarie. Les producteurs d'étain doivent connaître la cause exacte de ce phénomène et trouveront certainement l'information. Pour les autres, il suffit de savoir qu'à l'avenir, il faudra utiliser l'étain avec plus de parcimonie et cette information leur est communiquée par la hausse de son prix.

Le système de prix doit donc être compris comme un vecteur de transmission de l'information. Ce système assure une économie d'information. Chaque acteur peut se

¹ Il faut mentionner la correction de tous les participants à cette controverse qui s'est tenue alors que l'oppression stalinienne battait son plein en Union Soviétique. Hors quelques allusions anecdotiques, le socialisme dont il fut débattu était le socialisme théorique ; les protagonistes considéraient tous que le débat portait sur le potentiel d'un mode de production restant entièrement à construire.

permettre une connaissance partielle. La présence d'un acteur omniscient serait même inutile¹.

Chaque intervenant sur le marché participe inconsciemment à un système global qui le dépasse. Sans que ce soit délibéré, il y contribue. La volonté consciente n'aurait pu établir un système aussi merveilleux.

PREMIERES CONCLUSIONS

Après cette intervention de Hayek, la controverse a cessé en tant que telle. Les intervenants publieront encore sur le même thème au cours des décennies qui suivent, mais ces écrits cesseront de se répondre et répéteront plus qu'ils n'innoveront.

Les intervenants socialistes s'estiment satisfaits de leur prestation ; ils ont prouvé que le calcul économique était possible dans le cadre du socialisme, ce qu'avait nié Mises. Il faut toutefois reconnaître qu'ils sont loin d'avoir répondu à toutes les critiques. Notamment, ils ont négligé la thèse exprimée à la fois par Mises et par Hayek que les cadres de l'économie socialiste auront du mal à égaler en efficacité les dirigeants des entreprises capitaliste.

En tant que disciples de Walras et Pareto, Lange et Lerner tendent à surestimer la place de l'équilibre statique dans le fonctionnement de l'économie et dans sa compréhension. Leur équilibre général est sous-tendu par une conception purement passive de la concurrence, qui se résume à l'absence de pouvoir de manipulation des prix, à mille lieux de la concurrence qui anime l'économie réelle. Voici ce qu'en dit Schumpeter:

“Neither Marshall and Wicksell nor the classics saw that perfect competition is the exception and that even if it were the rule there would be much less reason for congratulation than one might think” (1976 p.78)²

“But in capitalist reality as distinguished from its textbook picture, it is not that kind of competition that counts but the competition from the new commodity, the new technology, the new source of supply, the new type of organization (...) This kind of competition is as much more effective than the other as a bombardment is in comparison with forcing a door and so much more important that it becomes a matter of indifference whether competition in the ordinary sense functions more or less promptly” (1976 p.84).

Les écrits de Lange, Lerner, Taylor et Dickinson ne laissent aucune place à l'innovation.

Comme leurs contradicteurs socialistes, les libéraux se félicitent également de la tournure du débat. Hayek écrit:

“It seems then that, on this point, the criticisms of the earlier socialist schemes have been so successful that the defenders, with few exceptions, have felt

¹ A mon avis, cette insistance sur la quasi-suffisance du système des prix déforce l'argument précédent qu'elle contredit. La connaissance de terrain, non réductible en données chiffrées préformatées, reste absolument nécessaire, car, comme le dit Hayek, l'estimation des prix futurs est essentielle et il est évident que dans cette optique, les prix présents représentent toujours une connaissance insuffisante.

² Outre Marshall et Wicksell, Schumpeter aurait pu mentionner la plupart des grands économistes.

compelled to appropriate the arguments of their critics and have been forced to construct entirely new schemes of which nobody thought before” (1948 p.183).

Plus loin, Hayek se demande dans quelle mesure, les modèles de Lange et consort sont encore socialistes. Cette interrogation est symptomatique du contexte intellectuel dans lequel s’est déroulée la controverse et qui a baigné tout le vingtième siècle : l’hégémonie du marxisme dans le camp socialiste. On en arrive à qualifier de *socialistes* des concepts qui sont simplement *marxistes*.

Marx a régulièrement pointé l’anarchie que provoque le marché, dont il a prophétisé l’aggravation, qui finalement devrait emporter le système tout entier. Mises et Hayek ont ironisé à ce sujet. Par exemple, parlant du socialisme de Lange et consort : “We shall ask, first, how far this kind of socialist system still conforms to the hopes that were placed on the substitution of a planned socialist system for the CHAOS of competition” (Hayek 1948 p.186)¹. La condamnation du marché chaotique et la préconisation de la planification comme solution sont caractéristiques du marxisme. A priori, ces éléments ne sont pas consubstantiels au socialisme.

Des critiques adressées par Marx au capitalisme, celles qui concernent sa tendance au chaos et qui pourraient servir de justification à la planification sont de deux ordres :

1. le chômage frictionnel et le chômage technologique engendrés par les faillites causées par la concurrence.
2. les fluctuations économiques avec les crises de surproduction et le chômage conjoncturel.

Il s’agit indiscutablement de maux. Dans quelle mesure ils sont inévitables dans une société visant le progrès technique et la croissance économique est un sujet qui fut débattu dans des milliers de livres et d’articles. Il ne nous est pas possible d’entrer dans un débat aussi large dans le cadre de cet article. Remarquons toutefois que la solution de ces problèmes ne passe pas nécessairement par la planification. Par exemple, Keynes a montré qu’une politique macroéconomique adéquate pouvait adoucir les fluctuations conjoncturelles.

J’indiquais ci-dessus que les intervenants au débat émirent peu d’idées neuves après la controverse proprement dite. Il faut toutefois mentionner l’article de Lange “The Computer and the Market” datant de 1967. Entretemps, les ordinateurs avaient été inventés et commençaient à se répandre. Lange pense pouvoir déduire de cet avènement une correction de ses interventions antérieures : “Were I to rewrite my essay today my task would be much simpler. My answer to Hayek and Robbins would be: so what’s the trouble? Let us put the simultaneous equations on an electronic computer and we shall obtain the solution in less than a second. The market process with its cumbersome tatonnement appears old-fashioned” (1967 p.158). Que les ordinateurs invalideraient l’objection selon laquelle le trop grand nombre d’équations empêcherait le planificateur de déterminer l’équilibre, fut une idée assez répandue dans les années soixante. Par exemple, Ernest Mandel commenta : « Aujourd’hui, à l’époque des machines à calculer électroniques qui effectuent des milliers d’opérations par minute, cette objection fait sourire » (1962 p.126).

¹ L’insistance sur le mot *chaos* est de moi.

En réalité, le gros problème n'est pas de résoudre le système d'équations mais de le constituer. Prenons le système de Cassel. Il y a quatre groupes d'équations, dont l'un indique que la quantité demandée du bien i est fonction de l'ensemble des prix :

$$D_i = F_i(p_1, p_2, \dots, p_n) \text{ pour } i = (1 \dots n) \quad (4)$$

Pour ce seul groupe d'équations, son élaboration est une tâche insurmontable. D'abord par le nombre d'équations. L'économie néowalrassienne moderne considère que le nombre de marchés égale le nombre de biens de natures différentes multiplié par le nombre de lieux multiplié par le nombre de dates futures multiplié par le nombre d'états du monde possibles. Eliminons le problème des dates futures en considérant, non un équilibre intertemporel mais un équilibre temporaire hicksien. On peut prendre l'hypothèse optimiste qu'il y aura peu de variations régionales et que la distinction par lieux ne complique le problème que modérément. Par contre, l'effet des circonstances aléatoires ne peut pas être neutralisé. Pour des prix donnés, la demande de ventilateurs sera différente selon qu'on soit en canicule ou non. Le nombre de facteurs potentiels tend vers l'infini. Simplement dresser l'inventaire des états du monde dépasse les possibilités, même en tenant compte de l'influence des assurances et des titres qui en réduisent le nombre selon la théorie d'Arrow.

Quelle sera la forme de F_i ? Toujours linéaire ? Il faut déterminer les coefficients affectant les variables indépendantes ainsi que les termes indépendants. Afin de simplifier, on pourrait ne retenir dans chaque équation que trois ou quatre prix au maximum. Mais la tâche reste complexe. Les coefficients peuvent être déterminés sur base de régressions entre les prix et les quantités constatés empiriquement et l'informatique peut apporter une aide. Mais généralement, le nombre de combinaisons prix-quantités constatées sera insuffisant pour alimenter ces régressions, car beaucoup des prix ont une certaine stabilité et des données trop anciennes perdent leur représentativité. Une intervention humaine, forcément subjective, sera alors nécessaire.

CAPITALISME, SOCIALISME ET DEMOCRATIE

Tel est le titre d'un grand ouvrage écrit par Joseph Schumpeter, économiste autrichien conservateur comme Hayek et Mises. Ce livre a le côté paradoxal et étonnant qu'il fut écrit par un auteur attaché au capitalisme mais presque certain que le socialisme allait le supplanter à plus ou moins bref délai. Il est plus ou moins contemporain des articles de la controverse (1942) et traite des mêmes sujets et, à ce titre, mérite notre attention.

Schumpeter fonde la perspective d'un changement de régime à la fois sur un déclin prévisible du capitalisme et sur la rationalité qu'il reconnaît au socialisme. Le déclin du capitalisme est avant tout de nature politique et culturelle, mais trouve sa cause ultime dans une mutation de la classe capitaliste liée à la concentration du capital. Il faut garder à l'esprit que peu d'économistes ont autant mis en valeur le rôle de l'entrepreneur individuel. Le chapitre "Crumbling Walls" brosse le portrait d'une bourgeoisie incapable de gérer sa domination politique; "Growing Hostility" dépeint un rejet du capitalisme dans les sphères intellectuelles. La sociologie prospective résiste rarement aux assauts du temps; celle de Schumpeter ne fait pas exception.

Je résume ci-après les principales remarques de Schumpeter concernant la rationalité du socialisme car elles sont connexes au sujet de l'article.

La critique de Mises ne l'a absolument pas convaincu. A la question de savoir si les équations du socialisme sont solubles, il répond : "The answer is the affirmative. There is nothing wrong with the pure logic of socialism. And this is so obvious that it would not have occurred to me to insist on it, were it not for the fact that it has been denied". Il ajoute : "The economist who settled the question in a manner that left little to do except elaboration and the clearing of points of secondary importance, was Enrico Barone to whose argument I refer readers who want a rigorous demonstration" (1976 p.173)¹.

Pour être rationnel, le socialisme doit faire siens maints concepts en usage dans la société capitaliste. Ceci ne signifie pas que le socialisme n'est rationnel qu'en copiant le capitalisme mais que deux systèmes rationnels recourent à des concepts rationnels supérieurs. Schumpeter pense que, sur papier, le socialisme est même plus rationnel que le capitalisme ; la question essentielle est de savoir s'il sera capable de réaliser ses potentialités.

Une gestion rationnelle de l'économie sera possible. Elle exigera certes une bureaucratie importante dans les organes de planification, mais rien n'indique que celle-ci ne se montrera pas à la hauteur. La tâche des bureaucrates sera d'ailleurs plus simple que celle des entrepreneurs, car ces derniers sont en butte à une incertitude importante créée par la concurrence : à tout moment, ils peuvent avoir à réagir à une innovation d'un concurrent ou à l'arrivée de nouveaux concurrents. Par contre, les bureaucrates travailleront dans un contexte de coopération et de concertation.

L'un des principaux avantages du socialisme est la disparition du cycle économique. Le chômage conjoncturel et les capacités excédentaires représentent des gaspillages. Schumpeter reprend l'argument de Lange qu'à cause de la baisse du revenu, ce ne sont pas seulement les biens désuets qui subissent la contraction de la demande et de la production mais aussi les biens nécessaires. Le cycle économique illustre parfaitement cette réalité que l'agrégation d'actions rationnelles du point de vue individuel peut résulter en une irrationalité collective.

Une autre forme d'irrationalité appelée à disparaître est l'opposition entre l'Etat et le secteur privé. Un exemple en est la lutte permanente entre le fisc et les spécialistes fiscaux des entreprises, un gaspillage d'énergie. Le socialisme n'a pas besoin d'impôts et l'Etat y travaillera en synergie avec le secteur de la production.

Schumpeter conteste la critique souvent adressée au socialisme qu'il ne peut fonctionner que dans une société composée de demi-dieux et d'archanges, ce qui revient à dire qu'il est appelé à échouer dans notre société humaine. Le socialisme est plus facile à gérer que le capitalisme, car plus routinier. Le niveau de compétence requis est loin d'être inaccessible. Le socialisme n'exige pas non plus une refonte en profondeur de l'âme humaine. Les classes laborieuses s'adapteront d'autant plus facilement au socialisme que leur rôle changera peu. Le gros problème est la perte du système de sanction et récompense extrêmement efficace auquel la bourgeoisie est soumise en régime

¹ Dans « The Use of Knowledge », Hayek reproche à Schumpeter cette affirmation qu'il qualifie de mythe. Selon lui, cette erreur est représentative des lacunes d'une analyse qui ne prend pas en compte le fractionnement de la connaissance.

capitaliste¹. Comme seul le succès fait office de critère de sélection, Schumpeter semble considérer que cette classe est composée d'éléments supérieurs. Suit alors un passage assez nébuleux. Le pouvoir socialiste aurait intérêt à mettre les individus de cette classe aux postes de responsabilité de la nouvelle société. Cette idée aurait fait bonne figure dans le chapitre consacré à la transition vers le socialisme mais elle n'a rien à voir avec le socialisme en tant que tel. Schumpeter envisage les réticences des cadres politiques socialistes vis-à-vis de cette intégration, mais, bizarrement, ne se préoccupe pas de la motivation des premiers intéressés, les bourgeois eux-mêmes. Selon lui, le véritable défi serait de ne pas contrarier leur sens de l'initiative.

L'auteur souligne le coût économique d'un système de revenu qui n'accorderait aucun avantage matériel aux individus brillants. Mais il reconnaît que cet inconvénient peut être évité avec des émoluments sensiblement inférieurs à ceux des dirigeants de sociétés capitalistes.

Deux autres fonctions de l'actuelle bourgeoisie, que l'Etat socialiste doit reprendre, sont l'épargne ainsi que l'imposition d'une discipline au travail. L'épargne est assez aisée. Il suffit qu'une partie de la production soit affectée, non aux biens de consommation, mais aux biens de production. L'investissement implique automatiquement l'épargne².

Concernant la discipline au travail, l'auteur pense qu'elle égalera au moins celle qui prévaut dans la société capitaliste. Cette confiance lui vient en partie de la perception pessimiste qui est la sienne, relativement au climat social dans la société capitaliste moderne³. On peut lui reprocher une confusion, car le climat social et la discipline au travail sont deux variables distinctes.

Nous n'avons qu'effleuré la diversité des thèmes abordés. Un chapitre est notamment consacré à la relation entre socialisme et démocratie. Mais ces considérations nous mèneraient au-delà de notre sujet.

LES FAIBLESSES DU SOCIALISME DE MARCHE SELON BERGSON

Don Lavoie s'est illustré en contestant ce qu'il appelle le "standard account" du débat sur le calcul socialiste, une appréciation selon laquelle le socialisme de Lange aurait paré les attaques de Mises et Hayek. Il en attribue la paternité à Schumpeter et Bergson, pour leurs ouvrages publiés dans les années quarante. Mais il remarque que dans son "History of Economic Analysis" (1954), Schumpeter réévalue l'analyse de Mises, sans toutefois retourner son point de vue. Quant à l'article de Bergson "Market Socialism Revisited" (1967), il passe au crible le système langien qu'il appelle de façon surprenante "the competitive solution" et affiche un scepticisme certain quant à son efficacité.

¹ Selon Schumpeter, le succès individuel nécessite à la fois du talent et de la chance. Le fait que le talent ne suffit pas oblige les hommes capables à mettre toutes leurs forces en action pour espérer éviter l'échec.

² Schumpeter semble confirmer l'avis de Dobb sur cette question, mais sa remarque n'exclut pas qu'une réflexion préalable sur le niveau de l'épargne globale soit nécessaire.

³ La diminution des conflits sociaux est donc l'un des avantages que Schumpeter reconnaît au socialisme.

Bergson considère comme une “major deficiency” que “Lange nowhere provided any criterion for judging and rewarding managerial success” (1967 p.657). Le critère le plus évident serait le profit de l’entreprise, mais son adoption par le système langien comporterait des inconvénients. Elle pourrait inciter les cadres des entreprises à violer les règles, notamment en restreignant la production dans le but de bénéficier de prix plus élevés ; ce serait d’autant plus facile si l’entreprise est en situation de monopole ou de quasi-monopole ou si elle jouit d’une forte demande préférentielle (différenciation des produits). En outre, l’établissement d’une méthode de liaison de la rémunération au profit ne sera pas aisé. Toute méthode risque de dégénérer en discussions conflictuelles. Par exemple, comment imputer le profit aux différents cadres qui ont participé à la gestion de l’entreprise.

L’application de la règle d’égalisation du prix avec le coût marginal peut mettre l’entreprise en perte lorsqu’il y a d’importants frais fixes. Dans ce cas, rémunérer les cadres en fonction du profit n’aurait pas de sens.

Bergson met en doute l’affirmation de Lange que son système permettrait de prendre en compte les externalités plus facilement. La règle d’égalisation du prix avec le coût marginal ne prévoit rien en ce sens.

Dans le cas d’une entreprise multiproduits, si la courbe de transformation entre eux est linéaire, le bureau du plan aura bien du mal à influencer sa production dans le sens de l’équilibre.

Arrow et Hurwicz ont démontré que le procédé d’équilibrage par essai-erreur peut diverger lorsque les rendements ne sont pas décroissants. A propos de la convergence du processus menant à l’équilibre, Bergson pense qu’elle sera beaucoup plus lente que ne le suppose Lange. La gestion de ce système devrait absorber un travail considérable, comme le supposait Hayek.

Bergson mentionne également la difficulté de concilier dans le cadre de la politique salariale l’objectif de justice distributive avec celui d’incitant pour les managers. Les salaires de ceux-ci risquent de dépasser largement le critère normal de justice dans une société socialiste, consistant à compenser la désutilité du travail.

Il ne faut pas non plus négliger le risque d’interventions politiques pour protéger tel ou tel secteur influents de variations du prix qui lui seraient préjudiciables.

Se référant à l’expérience historique la plus proche de la solution langienne, la Yougoslavie contemporaine de son article, Bergson constate : “Again, where, as often is so, prices are controlled by superior agencies, such agencies tend to postpone, or to limit, increases which manifestly might be called for by increases in demand” (1967 p.672).

La conclusion de Bergson est celle-ci: le socialisme de marché sera sans doute plus efficace que la planification centralisée, mais moins que ne l’imaginent ses défenseurs.

SOCIALISME DE MARCHE ; MAIS ENCORE ?

On a beaucoup utilisé les termes « socialisme de marché » pour désigner le socialisme de Dickinson, Lange et Lerner. A bon escient ? N’y existent des marchés que pour les

biens de consommation et le travail. Les autres marchés sont virtuels ; ils n'existent que dans le cerveau du planificateur. Hayek écrit à ce propos :

“But they both refuse to let prices determined directly in the market and propose instead a system of price fixing by a central authority, where the state of the market of a particular commodity, i.e., the relation of demand to supply, merely serves as an indication to the authority whether the prescribed prices ought to be raised or lowered” (1948 p.185).

Hayek se demande pourquoi Lange et Dickinson ne laissent pas libre cours au jeu du marché, mais émet immédiatement un doute quant à la faisabilité d'un tel système.

Dans la littérature économique plus récente, le socialisme de marché renaît, mais cette fois avec des marchés réels à la place des marchés virtuels. Les arguments des opposants au système langien semblent avoir convaincu les tenants modernes du socialisme de marché.

Dans la suite de l'article, l'appellation « socialisme de marché » sera réservée à un système social caractérisé d'une part par la prépondérance de la propriété collective des moyens de production et d'autre part, par la décentralisation de toutes les décisions de consommation, de production et d'investissements au niveau d'agents mus par l'incitation au profit.

Dans son article “Post-Lange Market Socialism : an Evaluation of Profit-Oriented Proposals”, Yunker recense quelques modèles de socialisme de marché sans viser l'exhaustivité. Il apparaît qu'il serait plus adéquat de parler DES socialismes que DU socialisme. Les constructions sont diverses. Malgré l'intérêt qu'il peut revêtir, je n'ai pas entrepris le recensement des modèles proposés dans la littérature existante. Ci-après, je présenterai les propositions de Roemer et Bardhan, qui me paraissent les plus pertinentes parmi celles dont j'ai connaissance et j'exposerai un modèle personnel.

Ces propositions sont évidemment de type institutionnel, puisque l'une des conclusions du débat d'avant-guerre est précisément que les lois économiques sont indépendantes du cadre social.

BARDHAN ET ROEMER : COMMENT REMPLACER LE MARCHÉ FINANCIER

Ce ne sont pas moins de deux modèles que ces auteurs proposent dans leur article “Market Socialism : A Case for Rejuvenation” (1992). Les deux modèles ont en commun de placer un étage intermédiaire entre l'Etat et les entreprises en déléguant une part de son autorité au système bancaire.

Le premier s'inspire du capitalisme japonais et met en scène des groupes d'entreprises liées qui s'articulent autour d'une banque (“main bank”) qui est le centre nerveux du groupe. Les entreprises sont des sociétés par actions : celles-ci sont détenues par parties par leurs travailleurs, par les entreprises liées et par les travailleurs de celles-ci et bien sûr par la banque du groupe ; éventuellement aussi par des entreprises extérieures, des fonds de pension, des autorités locales. L'Etat détient la majorité des actions dans les banques¹.

¹ Les auteurs reconnaissent que cette dépendance directe représente un risque d'interférence, mais ils comptent sur divers garde-fous mentionnés plus loin pour contrer les influences néfastes. De plus, l'Etat est actionnaire majoritaire mais pas unique.

L'une des préoccupations majeures des auteurs est de soumettre les dirigeants d'entreprise à une évaluation permanente. La banque opère un monitoring constant et tout particulièrement lorsqu'une entreprise voit ses actions subir une dévalorisation parce que les autres détenteurs tentent de s'en défaire. La bourse donne ainsi l'alarme. La banque prend le contrôle de l'entreprise en difficulté ; les gestionnaires sont démis si leur responsabilité est en cause. La banque recapitalise l'entreprise si les perspectives de survie le justifient ; sinon, elle est mise en liquidation et ses actifs sont répartis entre les autres entreprises du groupe.

Les groupes ont une certaine homogénéité technologique, horizontale ou verticale, ce qui rend possibles la mise en commun de ressources, des économies d'échelle et une meilleure spécialisation. Le groupe doit néanmoins être suffisamment large et diversifié pour limiter le risque de la banque. Dans ce même but, la banque doit octroyer une partie de ses crédits en dehors du groupe.

Le deuxième modèle, décrit avec plus de précision dans Roemer (1995), recrée un marché financier, mais dans le cadre d'un montage astucieux qui vise à empêcher l'éclosion d'écarts de revenus importants.

Les entreprises publiques émettent des parts sociales qui ne sont pas des titres de propriétés mais des droits de participer aux bénéfices. Ces titres sont destinés au public composé des citoyens adultes. Outre la monnaie normale qui sert de contrepartie dans la circulation des marchandises et la rémunération des facteurs, une deuxième monnaie que Roemer appelle les « coupons », circule comme contrepartie aux titres sur les marchés financiers. Tout citoyen arrivant à l'âge adulte se voit allouer par l'Etat une somme de coupons, normalement égale pour tous. Il se constitue librement son portefeuille en achetant des titres (des émissions neuves ou sur le marché secondaire) ou en en vendant ; la vente de titres n'est autorisée que contre des coupons, pas contre de l'argent. Les titres voient leur cours, exprimé en coupons, varier suivant l'offre et la demande. A son décès, l'Etat reprend les titres du défunt et les vend en bourse, récupérant quelques coupons. On retrouve donc l'Etat aux deux extrémités du cycle des titres. Ceux-ci échappent ainsi à la filière de l'héritage.

Les entreprises peuvent échanger avec l'Etat les coupons obtenus lors de l'émission de titres, contre des fonds d'investissements. Cette véritable monnaie leur permet d'acquérir des actifs fixes et circulants. Ces fonds d'investissement représentent leurs fonds propres. Parallèlement, les entreprises peuvent emprunter aux banques qui récoltent l'épargne des citoyens.

En tentant d'optimiser leur portefeuille, les citoyens influencent leur revenu financier, ce qui affecte l'éventail des revenus. Pour réduire l'inégalité que ce système comporte potentiellement, Roemer le complexifie. En fait, les parts des entreprises sont souscrites uniquement par des *fonds mutuels* gérés par des professionnels ; les citoyens achètent les parts qu'émettent les fonds mutuels pour financer leurs acquisitions. Les variations de cours de ces fonds mutuels sont normalement plus modérées que celles que connaissent les parts des entreprises.

Roemer compte sur ce marché financier pour jouer le rôle de lanceur d'alerte lorsque la gestion d'une entreprise laisse à désirer, situation qui suscite une réaction correctrice. "If the coupon price of a firm's stock falls, or more often before that happens, the main

bank would investigate how well the firm is being managed” (Roemer 1995, p.38). Les banques assument donc une fonction de monitoring sur les entreprises.

Selon Bardhan et Roemer, le premier modèle convient mieux pour des pays qui ne disposaient pas d’un marché financier très développé dans la phase antérieure.

Assez logiquement, l’indépendance des gestionnaires des banques et de ceux des entreprises par rapport à l’interférence du politique est un souci majeur des auteurs tout au long de l’article. Ils prennent soin d’établir des garde-fous :

- le fait que les firmes appartiennent à un groupe. La complicité entre le gouvernement et une entreprise du groupe s’avère plus difficile.
- Les gestionnaires des banques ont une réputation à défendre, qui devrait réduire leur inclination à céder aux pressions politiques pour consentir de mauvais prêts.
- La liaison de la rémunération des gestionnaires des banques à leur performance.
- Si nécessaire, l’indépendance des gestionnaires des banques et des entreprises peut être inscrite dans la législation voire dans la constitution.

Vu le risque de collusion entre les entreprises pour manipuler les prix à leur avantage, les auteurs préconisent le maintien d’une législation anti-trust.

Ils terminent leur article par quelques observations relatives à une catégorie de modèles alternatifs. “There is a large and significant literature on market socialism in the form of worker-owned or labor-managed firms” (Bardhan and Roemer 1992 p.115). Deux critiques sont généralement adressées à ces modèles:

1. Les travailleurs prenant part au vote des décisions impliquant l’avenir de la firme pourraient négliger les effets au-delà d’un horizon correspondant à leur présence dans l’entreprise.
2. Les projets maximisant le profit par travailleur pourraient être privilégiés au détriment de ceux qui maximisent le profit total de l’entreprise, ce qui conduirait à un niveau d’emploi sub-optimal.

LA « CONTRAINTE BUDGETAIRE DOUCE »

Comme on l’a vu, Bardhan et Roemer mettent un point d’honneur à immuniser la gestion de l’économie de l’influence du politique. Et pourtant, ils se feront encore reprocher leur faiblesse sur ce point appelé à devenir un sujet de débat majeur. L’un des thèmes principaux de ce débat est la “Soft Budget Constraint” (SBC), un concept introduit par l’économiste hongrois Janos Kornai en 1980.

Celui-ci définit la SBC ainsi :

“The “softening” of the budget constraint appears when the strict relationship between expenditure and earnings has been relaxed because excess expenditure over earnings will be paid by some other institution, typically by the State. A further condition of “softening” is that the decision-maker expects such external financial assistance with high probability and this probability is firmly built into his behavior.” (1986 p.4).

Les moyens sont divers: subsides, taxation négociée, crédit à des conditions préférentielles, fixation de prix administrés avantageux. La situation inverse est la “Hard Budget Constraint” (HBC): “The budget constraint is hard, if persistent loss is a matter of life or death” (1986 p.8).

C'est l'expérience passée qui fonde l'espoir de la firme d'être assistée en cas de besoin et cet espoir affecte son comportement de diverses façons :

- sa courbe de demande des facteurs de production perd en élasticité ; elle est moins réactive aux variations de prix, ce qui génère une certaine rigidité de ceux-ci. D'où l'apparition d'une demande excédentaire de certains inputs
- la maximisation de l'effort n'est pas stimulée ; tout particulièrement, sont émoussés les sursauts d'adaptation ou d'innovation dans un contexte difficile
- le développement de projets à la rentabilité douteuse.

Les motivations de l'Etat peuvent porter sur la protection de l'emploi, le soutien des entreprises nationales contre la concurrence étrangère, la justice sociale et la solidarité, la recherche de la stabilité et de la sécurité. La mentalité moderne tend à conférer à l'Etat un rôle providentiel, ce qui lui transfère une part de la fonction allocative auparavant reconnue au marché.

Kornai présente le résultat de ses recherches empiriques sur l'importance de la SBC dans les économies de la Hongrie, de la Yougoslavie et de la Chine¹, ainsi que dans les économies occidentales : "Socialist economies exhibit a rather extreme degree of budget constraint softness. To a lesser degree and in more restricted segments of the system similar phenomena can be observed in mixed economies as well" (1986 p.21).

En 1994 paraît l'article "The Politics of Market Socialism" par Schleifer et Vishny. Les auteurs prennent le contre-pied de Bardhan et Roemer, affirmant l'impossibilité d'immuniser l'économie de pressions étatiques qui nuisent à l'efficacité. Leur argument pose d'abord que quel que soit le système économique en vigueur, capitalisme ou socialisme, il est impossible qu'un gouvernement démocratique favorise le progrès économique. Rapportant cette prémisse au contrôle accru des firmes par l'Etat dans le système socialiste, ils en concluent que le problème y est plus aigu qu'en régime capitaliste.

So let us consider the case of a democratically elected socialist government in control of a nation's firms. Most market socialists presume that such a government will strive for efficient resource allocation. How likely is this objective to occur? (...) The futility of trying to insulate public firms from political pressures is best illustrated by the experience of public enterprises in western Europe. The experience with public enterprises suggests grave skepticism about the possibility of insulating public firms from the objectives of the government (Shleifer and Vishny 1994 p.170).

The majority voting model predicts that the majority will redistribute resources from the minority to itself even at the cost of reduced efficiency (...) In light of the multiple examples of the tyranny of the majority, the claim that a majority will elect a government committed to economic efficiency is simply false (1994 p.171).

La question posée est à la frontière entre l'économie politique et la sociologie politique. Schleifer et Vishny se réfèrent à la "Public Choice Literature" qui ressortit à la seconde. De celle-ci semble émaner une conception misanthrope, à la fois des électeurs et des

¹ Nous sommes en 1986, avant la transition de ces pays vers le capitalisme.

hommes politiques. Dans leur réponse Roemer et Bardhan estiment que cette conception politique "displays a rather simple-minded (though popular in mainstream economics) theory of the State" (1994 p.177).

Cette sociologie politique néglige certains aspects du fonctionnement réel des démocraties modernes. Les électeurs ont pour la plupart une multitude d'affiliations qui se chevauchent partiellement. Interviennent des critères religieux, locaux, politiques, idéologiques, économiques, ethniques, de sexe, de santé, d'âge, de loisir... L'appartenance à une classe sociale et la préférence électorale ne sont pas seules en cause et de plus, elles ne coïncident pas nécessairement. En outre, les électeurs tiennent à leur niveau de vie et souhaitent en général une situation politique stable et consensuelle. La conséquence de cette complexité est le rôle du **compromis** dans la démocratie moderne, compromis qui suscite une réelle adhésion sociale même s'il ne satisfait parfaitement personne¹.

Schleifer et Vishny en appellent à l'expérience de l'Europe occidentale où des électeurs ont épisodiquement sacrifié le progrès économique à des intérêts particuliers. Pointer leur irrationalité serait toutefois une mauvaise interprétation. Les intérêts contradictoires au sein de la société sont tels qu'il peut être rationnel pour une catégorie sociale de refuser un progrès si elle craint de ne pas en profiter suffisamment². Il en découle que si le socialisme partage mieux les fruits de la croissance, la population sera moins en demande d'une politique pratiquant la SBC. Cette conclusion est l'exact opposé de celle de Schleifer et Vishny.

Il paraît logique de présumer que l'électorat veillera toujours à ce que le gouvernement ne sacrifie pas l'efficacité économique au-delà d'un seuil rationnellement justifiable et que le parti politique qui conduirait une politique gouvernementale négligeant cette préoccupation populaire encourrait le risque de perdre les élections suivantes. Le seuil rationnellement justifiable tient au fait qu'il est légitime que l'efficacité économique ne soit pas l'unique but poursuivi par l'Etat. Kornai a la sagesse de conclure l'article précité en précisant que celui-ci "does not suggest that the hard budget constraint is "good" and the soft is "bad". A system based on a perfectly hard budget constraint for every decision-making unit is a terribly cruel one" (1986 p.26). Il préconise un "trade-off" entre les différents objectifs.

UN MODELE PERSONNEL

Je ne me suis pas posé la question de Mises sur la faisabilité du socialisme planifié ; j'ai pris le problème par l'autre bout. Constatant la grande efficacité du capitalisme, j'ai cherché comment le socialisme pouvait l'imiter au mieux tout en gardant son âme³.

¹ La fameuse démonstration d'Arrow que la fonction de bien-être social est « impossible » néglige totalement ce facteur essentiel ; on peut donc douter de sa validité.

² La société tend vers un compromis social mais celui-ci se construit par l'opposition.

³ Il s'agit d'un modèle que j'ai conçu avant d'avoir connaissance de l'article de Mises et de la controverse qui s'ensuivit. Il existe dans mes pensées depuis longtemps, mais c'est la première fois que je l'expose. Le fait qu'il termine le présent article ne signifie pas que je le considère comme l'aboutissement ultime, d'autant plus qu'il n'a pas bénéficié d'apports extérieurs. Il semble y avoir quelques points de convergence avec le premier modèle de Bardhan et Roemer.

J'ai immédiatement exclu une économie mettant en concurrence des entreprises autonomes autogérées par leur personnel. D'abord, pour une raison d'équité : les revenus des travailleurs subiraient un effet casino contraire à l'objectif recherché. Ensuite, du point de vue économique, ce système ne comporte pas de régulateur orientant les investissements là où ils sont le plus rentables.

Je n'ai jamais été convaincu par la thèse selon laquelle la propriété collective des moyens de production a vocation d'assurer un contrôle social sur l'économie ; elle est à mes yeux un dispositif pour resserrer l'éventail des patrimoines et donc des revenus. Pourtant, si la propriété devient publique, la responsabilité de gestion retombe inévitablement sur la collectivité. Pour organiser celle-ci dans le cadre d'une économie de marché, il faut astucieusement séparer le monde politique et le monde de l'entreprise et décentraliser la gestion de ce dernier. Nos Etats modernes ne sont pas taillés pour cette distinction entre l'Etat-régulateur et l'Etat-entrepreneur, car le second n'y atteint pas la dimension justifiant de l'ériger en secteur particulier. Dans le système socialiste, la constitution de l'Etat devra être pensée pour faire coexister les deux fonctions côte à côte. Mais l'imperméabilité totale est impossible.

Nous supposons que le système productif est aux mains de l'Etat dans le cadre d'une économie fermée, en faisant abstraction du processus historique ayant mené à cette situation. Les entreprises sont « distribuées » entre un certain nombre de holdings¹ qui exercent à leur égard la responsabilité correspondant à celle d'actionnaire majoritaire en régime capitaliste, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il existe une propriété effective dans le chef du holding. Les holdings gèrent les entreprises existantes, mais ils ont également la responsabilité d'en créer de nouvelles. Ils disposent de bureaux d'études dont le rôle est de déceler les nouvelles opportunités commerciales ou technologiques justifiant ces créations.

Le principe est celui de la concurrence entre les entreprises et entre les holdings. Les entreprises détenues par un même holding sont diversifiées, mais moyennant le respect de règles protégeant la concurrence, des entreprises d'un même secteur peuvent appartenir au même holding. Toujours moyennant le respect de règles ad hoc, des holdings peuvent s'associer pour créer des entreprises de grande envergure.

Le holding exerce son contrôle sur l'entreprise par l'entremise des administrateurs qu'il désigne. Il faut distinguer la direction de l'entreprise de son conseil d'administration, comme c'est le cas en régime capitaliste. Les exécutifs sont des salariés de l'entreprise. Les administrateurs sont des mandataires choisis par le holding. Il peut s'agir soit de salariés du holding, soit des personnalités indépendantes choisies par lui. Le conseil d'administration se compose de quelques membres désignés par le holding et des représentants élus des travailleurs qui y sont en minorité. Le système de cogestion est inspiré de celui qui existe en Allemagne. La plupart des administrateurs siègent dans les conseils de plusieurs entreprises, en veillant à éviter les conflits d'intérêt.

¹ Le nombre de holdings dépend de la taille de l'entité : petit pays, grand pays ou union économique comportant de nombreux pays. L'économie fermée n'est qu'une hypothèse simplificatrice ; le système est compatible avec le commerce international, y compris avec des entreprises capitalistes. Si le nombre de holdings est très élevé, on pourrait imposer la règle que toute entreprise doit être détenue en commun par deux ou trois holdings, ce qui créerait une espèce de marché où les holdings échangeraient des parts minoritaires dans les entreprises. Il en résulterait une meilleure évaluation de celles-ci.

Les dirigeants de l'entreprise cherchent à maximiser la valeur de celle-ci. Ils sont évalués et sanctionnés positivement ou négativement par le holding en fonction de la réalisation de cet objectif. La sanction positive est un bonus qui s'ajoute à la rémunération fixe. Ces rémunérations et bonus seront évidemment règlementés de façon à éviter les outrances.

Les dirigeants des holdings étant soumis au même régime, ils ont intérêt à porter une appréciation objective sur les performances des entreprises qui sont la base de leur propre performance. Pour leur permettre d'avoir une information correcte sur ces performances, des agences d'audit indépendantes sont à leur disposition.

Une décision importante du conseil d'administration est la répartition du bénéfice entre la réservation dans l'entreprise et le dividende au holding. Par loyauté au holding qu'ils représentent, les administrateurs choisissent l'option qui a la meilleure promesse de rentabilité. Les bénéfices ne sont réinvestis en interne que si la rentabilité attendue est supérieure à celle des autres investissements ouverts au holding. Une entreprise non rentable peut être dissoute. Grâce aux dividendes perçus, les holdings disposent des moyens financiers permettant de créer de nouvelles entreprises ou d'augmenter le capital d'entreprises en croissance.

Outre le capital propre détenu par le holding, l'entreprise peut avoir du capital emprunté. Un système bancaire, indépendant des holdings, prête à court terme aux entreprises en se finançant par l'épargne des ménages et les placements de trésorerie des entreprises. Le contrôle des entreprises et le crédit qui leur est accordé font donc l'objet de filières distinctes.

Dickinson, Lange et Bardhan et Roemer ont tous prévu la subsistance d'un secteur privé en marge de l'économie collectivisée. Il semble en effet que pour certaines activités centrées sur l'aptitude particulière d'un individu (l'exemple le plus évident est la restauration), l'entreprise publique ne peut pas concurrencer l'entreprise individuelle. L'initiative privée est donc libre, mais avec une taille maximale. Il subsiste également un secteur non marchand indépendant. Il s'agit d'institutions dénuées du but de lucre et qui fournissent des services qu'on souhaite laisser indépendants de l'Etat, par exemple, la presse d'opinion, les associations de consommateurs etc.

Quel rôle reste-t-il pour le Ministère de l'Economie ? Une double fonction :

1. la désignation des administrateurs des holdings. Vu ce pouvoir de désignation, il est nécessaire d'instituer un statut pour ces administrateurs qui garantisse leur indépendance. On peut imaginer que des institutions scientifiques et universitaires soient associées à ces désignations.
2. La fixation du taux d'intérêt. Les holdings investissent leurs moyens financiers à concurrence des projets dont la rentabilité dépasse ce seuil. Les moyens excédentaires constituent le dividende social. Il est versé à l'Etat et les impôts directs sont abaissés à due concurrence.

SOCIALISME ET BUREAUCRATIE

Nous définissons ici la bureaucratie comme un gonflement important de la masse de travail utile effectué dans des bureaux par des agents relativement éloignés du terrain, avec un niveau de compétence normal. Il ne s'agit donc pas d'une bureaucratie courtelinesque ; celle-ci est plus susceptible de toucher l'Etat régulateur que l'Etat-

entrepreneur. Or le socialisme n'implique pas une expansion importante de l'Etat-régulateur.

A quel point, les modèles de socialisme récents exposés ci-avant sont-ils bureaucratiques ? Le rôle très limité du Ministère de l'Economie devrait l'épargner de la bureaucratisation. Une certaine bureaucratie pourrait s'installer au niveau des holdings. La gestion technocratique à distance s'est déjà largement développée dans les grands groupes capitalistes. Par contre, la fonction entrepreneuriale reste déterminante dans les petites et moyennes entreprises privées. Le secteur collectif de l'économie comportera également de petites et moyennes entreprises : un surplus de bureaucratie y est probable.

Deux types de défauts peuvent être reprochés à la bureaucratie :

- le détournement d'emplois et de ressources qui pourraient être utilisés plus productivement ailleurs
- le manque de créativité.

Notre appréciation sur l'efficacité du socialisme de marché peut écarter le premier reproche. Il est en effet peu probable que la bureaucratie y détourne plus de ressources que l'hypertrophie des fonctions financière et commerciale dans le capitalisme moderne. Ces deux fonctions, en tant que telles, sont indiscutablement utiles et participent à l'efficacité du système. Mais elles sont hypertrophiées¹, leur ampleur dépasse les nécessités de l'affectation rationnelle des ressources. Les conseillers financiers et les agences de publicité vendent à leur client l'illusion qu'ils tireront mieux profit du marché que les autres agents, mais ces avantages s'annulent mutuellement. Si le capitalisme peut s'accommoder de ces boulets, le socialisme supportera le poids de la bureaucratie.

Le manque de créativité est un risque plus réel. C'est l'une des raisons pour lesquelles le secteur privé ne doit pas disparaître dans le socialisme. On peut espérer que la concurrence des petites entreprises privées stimulera l'esprit d'innovation chez leurs consœurs publiques.

CONCLUSION

Le débat sur le calcul socialiste d'avant-guerre s'est malheureusement focalisé sur un pseudo-socialisme de marché : une économie pas vraiment planifiée puisque le planificateur est passif, jouant le rôle du commissaire-priseur walrassien et pas vraiment de marché non plus, puisqu'il y manque la véritable concurrence, ce qui « bombarde » suivant l'expression de Schumpeter. Une telle économie serait privée de dynamisme, se contentant d'effacer les déséquilibres. Cette controverse - et je l'élargis ici à toutes les contributions depuis Barone jusqu'à Bergson- ne fut toutefois pas un coup d'épée dans l'eau, car pas mal d'idées intéressantes furent émises qui garderaient leur intérêt dans un débat portant sur un véritable socialisme de marché. Le seul article de Barone pose déjà nombre de questions qui doivent intéresser tous ceux qui voudraient réfléchir sur le socialisme aujourd'hui.

¹ Greenwood et Scharfstein indiquent que la part du secteur financier dans le PIB américain est passée de 2,8% en 1950 à 4,9% en 1980 puis 8,3% en 2006. En 1980, l'employé moyen gagnait le même salaire dans la finance que dans les autres secteurs ; en 2006, 70% en plus. En 2008, 28% des diplômés du Harvard College furent recrutés par le secteur financier, contre 6% entre 1969 et 1973 (Greenwood and Scharfstein 2012).

Le débat a permis de relativiser le lien entre planification et socialisme, alors qu'un a priori courant assimile ces deux concepts. D'une façon générale, le fait que les économistes défendant le socialisme n'étaient pas marxistes s'est révélé favorable au décadennassage de la conception de socialisme.

Si un tel débat se tenait aujourd'hui, il devrait porter sur le socialisme réellement compétitif, comme celui des modèles de Bardhan et Roemer. La grosse inconnue est le niveau d'inégalité de revenu que ces systèmes devraient intégrer pour être efficaces. Mises considérait que seule une inégalité extrêmement forte pouvait inciter à l'innovation. En réalité, on n'en sait rien. Il n'est même pas certain que toute l'inégalité du capitalisme est nécessaire à son propre fonctionnement. Dans «The Price of Inequality», Stiglitz affirme que l'ampleur actuelle de l'inégalité freine le développement.

Si le niveau d'inégalité nécessaire est trop élevé, le socialisme devient inutile puisque son objet principal est de la réduire. Sauf si la conception éthique de la société réenvisage la pondération de ses valeurs *efficacité* et *égalité*. Mais dans tous les cas, la question demeure : y a-t-il un prix de l'égalité et si oui, l'économie politique sera-t-elle un jour capable de l'évaluer ? On peut être pessimiste lorsqu'on constate la difficulté que les économistes ont à s'entendre sur le prix de l'inégalité. Il n'y a toujours pas de consensus sur des questions comme les crises économiques ou les externalités¹.

N'étant pas basé sur le marché, le socialisme à la soviétique sort de l'objet de notre article. Une remarque à son sujet me paraît toutefois opportune avant de le clôturer. En fait, ce système cumulait les tares économiques :

1. à la base, l'économie planifiée est moins efficace que l'économie de marché
2. il s'agissait non seulement d'une économie planifiée, mais d'une économie mal planifiée. Comme le fait remarquer Voslensky (1980 p.109), il est incohérent d'encourager les entreprises à dépasser les objectifs du plan, car de la sorte, on s'empêche de coordonner les productions des différents secteurs de l'économie.
3. à côté de son coût humain, la dictature a un coût économique lorsque les moyens de production sont gérés par l'Etat. L'absence de débat et d'écoute des plaintes aboutit forcément à des décisions sous-optimales et au sacrifice de certains intérêts.
4. les travailleurs exploités par elle furent certainement peu enclins à gâter la nomenklatura, ce qui entraîna une résistance passive au travail, surtout dans la paysannerie (mais pas uniquement).

RÉFÉRENCES

Auerbach, P. and D. Sotiropoulos (2012) "Revisiting the Socialist Calculation Debate: the Role of Markets and Finance in Hayek's Response to Lange's Challenge" *Kingston University*

¹ Mises et Hayek donnent parfois l'impression que l'inégalité n'a pas de prix. Par exemple, dans un article publié pendant la crise des années trente, Mises explique le chômage important par l'action des syndicats pour soutenir les salaires et les interventions de l'Etat pour aider les chômeurs (2002, p.170-171). Serait-il plus inspiré comme critique du socialisme que comme analyste du capitalisme ?

- London, *Economics Discussion Paper* 2012-6.
<http://eprints.kingston.ac.uk/23463/1/Auerbach-P-23463.pdf>
- Bardhan, P. and J.E. Roemer (1992) "Market Socialism: a Case for Rejuvenation" *Journal of Economic Perspectives* 6(3), 101-116
- Bardhan, P. and J.E. Roemer (1994) "On the Workability of Market Socialism" *Journal of Economic Perspectives* 8(2), 177-181
- Barone, E. ([1908] 2009) "The Ministry of Production in the Collectivist State" in F.A. Hayek (Ed) *Collectivist Economic Planning: Critical Studies on the Possibilities of Socialism*, The Ludwig von Mises Institute Auburn Alabama
- Bergson, A. (1967) "Market Socialism Revisited" *The Journal of political Economy* 75(5), 655-673
- Bradley, M.E. and M. Mosta (2010) *Enrico Barone's "Ministry of Production": Content and Context* http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1734325
- Cassel, G. (1929) *Traité d'économie politique*, Marcel Giard, Paris
- Dickinson, H.D. (1933) "Price Formation in a Socialist Community" *The Economic Journal* 43 (170) June 1933, 237-250
- Dobb, M. (1935) "Economic Theory and Socialist Economy: A Reply" *The Review of Economic Studies* 2(2) (Feb 1935), 144-151
- Greenwood, R. and D. Scharfstein (2012) *The Growth of Modern Finance* www.people.hbs.edu/dscharfstein/growth_of_modern_finance.pdf
- Hayek, F.A. ([1935] 2009a) "The Nature and History of the Problem" in F.A. Hayek (Ed) *Collectivist Economic Planning: Critical Studies on the Possibilities of Socialism*, The Ludwig von Mises Institute Auburn Alabama
- Hayek, F.A. ([1935] 2009b) "The Present State of the Debate" in F.A. Hayek (Ed) *Collectivist Economic Planning: Critical Studies on the Possibilities of Socialism*, The Ludwig von Mises Institute Auburn Alabama
- Hayek, F.A. (1948) *Individualism and Economic Order*, The University of Chicago Press
- Kornai, J. (1986) "The Soft Budget Constraint" *Kyklos*, vol. 39- fasc. 1, 3-30
- Lange, O. (1936a) "On the Economic Theory of Socialism: Part One" *The Review of Economic Studies* 4(1) (Oct 1936), 53-71
- Lange, O. ([1936] 1973) "Mr Lerner's Note on Socialist Economics" in *Readings in Welfare Economics*, M.J. Farrell (Ed) Macmillan London
- Lange, O. (1937) "On the Economic Theory of Socialism: Part Two" *The Review of Economic Studies* 4(2) (Feb 1937), 123-142
- Lange, O. (1967) "The Computer and the Market" in Feinstein C. (Ed): *Socialism, Capitalism and Economic Growth: essays Presented to Maurice Dobb*, Cambridge University Press
- Lavoie, Don (1981) "A Critique of the Standard Account of the Socialist Calculation Debate" in *The Journal of Libertarian Studies* Vol. V n°1 (Winter 1981)
- Lerner, A. (1934) "Economic Theory and Socialist Economy" *The Review of Economics Studies* 2(1) (Oct 1934), 51-61

- Lerner, A. ([1936] 1973) "Some Notes on Socialist Economics" in *Readings in Welfare Economics*, M.J. Farrell (Ed) Macmillan London
- Lerner, A. (1937) "Statics and Dynamics in Socialist Economics" *The Economic Journal* 47 (186) (June 1937), 253-270
- Lerner, A. ([1944] 1946) *The Economics of Control*, Macmillan New York
- Mandel, E. (1962) *Traité d'économie marxiste* Julliard Paris (coll. 10-18)
- Pareto, V. ([1906] 1927) *Manuel d'économie politique*, Marcel Giard, Paris
- Roemer, J.E. ([1994] 1995) "A Future for Socialism" *Theoria* 85 (May 1995), 17-46
- Roemer, J.E. (1995) "Joseph Stiglitz's Whither Socialism? An anti-Hayekian manifesto," *New Left Review* 211 (May-June), 112-129
- Schumpeter, J. ([1943] 1976) *Capitalism, Socialism and Democracy*, Routledge, London and New York
- Shleifer, A. and R.W. Vishny (1994) "The Politics of Market Socialism" *Journal of Economic Perspectives* 8(2), 164-176
- Taylor, F.M. (1929) "The Guidance of Production in a Socialist State" *The American Economic Review* 19 (1) (Mar 1929) 1-8
- von Mises, L. (2002) *Selected Writings of Ludwig von Mises; Vol. 2*. Edited by Richard Ebeling. Liberty Fund Indianapolis. 2002. <http://oll.libertyfund.org/titles/mises-selected-writings-of-ludwig-von-mises-vol-2-between-the-two-world-wars-monetary-disorder-interventionism-socialism-and-the-great-depression>
- von Mises, L. ([1920] 2009) "Economic Calculation in the Socialist Commonwealth" in F.A. Hayek (Ed) *Collectivist Economic Planning: Critical Studies on the Possibilities of Socialism*, The Ludwig von Mises Institute Auburn Alabama
- Voslensky, M. (1980) *La nomenklatura* Belfond Paris
- Yunker, J.A. (1995) "Post-Lange Market Socialism: an Evaluation of Profit-Oriented Proposals" From: *Journal of Economic Issues*, Sep 1995, www.wiu.edu/users/miecon/wiu/Yunker/postlang.htm